

# **Bilan 2020 de l'emploi au Québec**

**CE QU'IL FAUT SAVOIR POUR PRÉPARER  
2021**



**Février 2021**

# Bilan 2020 de l'emploi au Québec

## CE QU'IL FAUT SAVOIR POUR PRÉPARER 2021

### À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

Institut du Québec  
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Bur. 3.450  
Montréal (Québec) H3T 2A7

[institutduquebec.ca](http://institutduquebec.ca)  
[@InstitutduQC](https://twitter.com/InstitutduQC)

#### **Pour citer ce rapport :**

Bilan 2020 de l'emploi au Québec – ce qu'il faut savoir pour préparer 2021  
Institut du Québec, 2021.

Image de page couverture : [@laura-james](https://twitter.com/laura-james)

Dépôt légal: premier trimestre 2021  
ISBN: 978-2-9814769-8-2  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2021  
Bibliothèque et Archives Canada, 2021

© Institut du Québec

# TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE EXÉCUTIF.....	4
1. PORTRAIT DE L'EMPLOI AU QUÉBEC.....	6
1.1. Emploi.....	8
1.2. Chômage.....	11
1.3. Salaires.....	14
1.4. Heures travaillées et sous-utilisation de la main-d'œuvre.....	17
1.5. Indice de l'emploi.....	19
2. LES GAGNANTS ET LES PERDANTS DE LA CRISE.....	23
2.1. Industries.....	24
2.2. Temps plein ou temps partiel.....	27
2.3. Catégories de travailleurs.....	28
2.4. Groupes d'âge.....	30
2.5. Hommes et femmes.....	33
2.6. Immigrants et personnes nées au Canada.....	35
2.7. Régions du Québec.....	37
2.8. Professions.....	38
3. LES ENJEUX PRÉPANDÉMIQUES DÉJÀ DE RETOUR.....	42
3.1. Un marché du travail encore serré.....	42
3.2. Vieillissement de la population.....	45
3.3. Adoption du télétravail.....	48
4. ANALYSE ET CONCLUSION.....	50

# SOMMAIRE EXÉCUTIF

## 2020 : Une année de secousses majeures, mais aussi de grande résilience

L'année 2020 a abruptement mis un terme à une séquence de cinq années de croissance ininterrompue du nombre et de la qualité de l'emploi et de vigueur du marché du travail au Québec.

Alors que la pandémie de la COVID-19 frappait la province et qu'une grande partie de l'économie était mise sur pause, les pertes d'emplois colossales survenues en avril ont fait craindre le pire. Heureusement, l'assouplissement des contraintes sanitaires entre mai et septembre et des restrictions de santé publique moins strictes d'octobre à décembre 2020 auront favorisé une importante récupération des emplois perdus. Si bien que le nombre d'emplois au Québec en décembre 2020 avait atteint 97,1 % du niveau observé en décembre 2019, soit avant la pandémie.

Malgré la destruction de près de 125 000 emplois, la hausse de 67 000 chômeurs et le départ de 56 300 personnes de la population active depuis un an au Québec, quand on met en perspective les principaux indicateurs du marché du travail, la situation en décembre 2020 était loin d'être catastrophique.

Malgré ces signes de résilience, comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises au cours de la dernière année, au-delà des indicateurs généraux, la crise et la reprise ont frappé de façon très inégale les secteurs d'activité et groupes populationnels. Ainsi, cette pandémie a créé une économie à deux vitesses, faisant quelques gagnants et beaucoup de perdants.

### Les sources d'inquiétude

Une analyse détaillée des caractéristiques des travailleurs les plus affectés par cette crise sanitaire montre que ceux qui ont terminé l'année dans les situations les plus précaires sont :

- Les jeunes hommes de 15 à 24 ans, il s'agit du groupe le plus durement touché avec un taux de chômage qui atteint presque 15,6 %;
- Les travailleuses de 55 ans et plus ont aussi été frappées plus durement que les hommes du même âge ;
- Les chômeurs de long terme, dont le nombre progresse au fur et à mesure que la pandémie perdure. Il faudra éviter que ces personnes soient démobilisées dans les mois prochains;
- C'est chez les travailleurs plus faiblement salariés que se concentre l'entièreté des pertes d'emplois. En effet, 16,2 % des emplois ont disparu chez les travailleurs qui gagnaient entre 12 et 19,99 \$ de l'heure en 2020. Heureusement, une partie de ces pertes a été compensée par la création d'emplois mieux rémunérés;
- Les travailleurs les moins scolarisés ont également assumé l'ensemble des pertes d'emplois alors que les emplois qui requièrent des études universitaires se sont accrus;
- Les centaines de milliers de travailleurs qui n'ont pas recouvré le nombre d'heures qu'ils travaillaient avant la crise.

Autre source d'inquiétude, le retour en force des pénuries de main-d'œuvre, qui ralentiront indéniablement la reprise, malgré une hausse du chômage de long terme et une baisse du taux d'activité.

Notons que de toutes les provinces canadiennes, c'est au Québec que le nombre de chômeurs par poste vacant s'avère le plus faible.

#### Les indicateurs encourageants

L'année 2020 a montré plusieurs signaux de grande résilience du marché du travail, en voici quelques-uns :

- À 6,8 %, le taux de chômage était retourné à la moyenne enregistrée au cours de la dernière décennie et demeurait inférieur à la moyenne canadienne (8,8 %).
- Après avoir écopé plus durement en avril dernier, la situation des femmes (-64 800 emplois entre décembre 2019 et décembre 2020) est maintenant plus similaire à celle observée chez les hommes (- 59 100 emplois).
- Malgré qu'il se soit creusé pendant la crise, l'écart entre le taux de chômage des immigrants et celui des personnes nées au Canada semble être revenu à son niveau d'avant la pandémie.
- Le groupe des 25-54 ans s'est sorti relativement indemne de la crise.
- Après avoir atteint un plancher en avril 2020, les indices de l'IDQ permettant d'établir la vigueur du marché du travail et la qualité de l'emploi étaient retournés à leurs niveaux observés en 2016 en décembre dernier.

## Les risques pour 2021

Tout indique qu'en 2021 le marché de l'emploi fera face à des vents contraires: d'un côté, le retour en force des pénuries de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs et professions, de l'autre, le danger – économique, mais aussi social – de voir perdurer la marginalisation de deux groupes : les chômeurs pandémiques et les découragés.

Pour éviter qu'ils deviennent les oubliés de la reprise, il faudra donc surveiller avec grande attention l'évolution du travail chez ces groupes spécifiques. Ils devraient constituer la priorité d'une politique de relance juste et inclusive. Avec la pression déjà palpable du manque de main-d'œuvre dans certaines industries et certaines régions, – qui pourrait s'avérer le principal frein de la reprise et des investissements des entreprises –, le Québec n'a pas les moyens de se priver de ces travailleurs. Il a même le devoir de les inscrire au cœur de sa relance.

Les opportunités seront nombreuses, mais les risques aussi.

# 1. PORTRAIT DE L'EMPLOI AU QUÉBEC

Pour mieux mettre en perspective les données sur l'emploi enregistrées en 2020, cette section propose une analyse des tendances historiques en matière d'emploi observées au Québec selon les indicateurs suivants : la création d'emplois, le taux de chômage et les douze indicateurs de l'Indice de l'emploi de l'IDQ. Comme 2020 a été une année de grandes perturbations, il convient de commencer par une brève revue des événements qui ont marqué les variations mensuelles de l'emploi et du chômage au cours de l'année.

## Un bref retour en arrière

Entre 2015 et 2019, le Québec a connu une croissance de l'emploi exceptionnelle, réalisant des gains de près de 60 870 emplois en moyenne<sup>1</sup> par année. Le taux de chômage était alors à un niveau historiquement bas et depuis septembre 2016, il était même passé sous la barre de la moyenne canadienne.

Puis, la pandémie a surgi au début de l'année 2020, le marché de l'emploi a alors été secoué par ses vagues successives et les restrictions sanitaires qui en ont découlé. Tout au cours de l'année<sup>2</sup>, l'Institut du Québec a analysé et commenté les données mensuelles tentant de saisir l'impact d'une crise encore en mouvance.

Voici donc un retour rapide sur une année vraiment pas comme les autres :

Le 13 mars 2020, l'urgence sanitaire est déclarée et des mesures strictes sont mises en place. Outre les services essentiels, l'économie du Québec est à l'arrêt pendant plus d'un mois.

Conséquences : entre décembre 2019 et avril 2020, la province compte :

- 796 500 emplois en moins;
- 519 300 chômeurs de plus;
- 277 200 personnes en moins dans la population active.

Entre la mi-avril et septembre, les restrictions sanitaires s'assouplissent peu à peu et sont, cette fois, modulées par secteurs d'activités, ce qui permet une reprise vigoureuse de l'emploi.

Résultats : entre avril et septembre 2020, la province enregistre :

- 695 900 emplois de plus;
- 413 900 chômeurs en moins;
- 282 000 personnes de plus dans la population active.

À compter de septembre, une deuxième vague de pandémie impose un resserrement des mesures sanitaires. Un système d'alerte régional est alors mis en place et les restrictions sont désormais modulées par secteurs d'activités et régions géographiques. Ces nouvelles mesures freinent la reprise. Au cours de cette période, l'emploi augmente et le nombre de chômeurs diminue, mais un autre phénomène surgit : plusieurs dizaines de milliers de personnes quittent la population active.

---

<sup>1</sup> Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01, disponible [ici](#)

<sup>2</sup> Les analyses mensuelles de l'Institut du Québec sont disponibles [ici](#)

Ainsi, entre septembre et décembre 2020, le Québec affiche :

- 23 300 emplois en moins;
- 37 800 chômeurs en moins;
- 61 100 personnes dans la population active en moins.

À la fin 2020, les restrictions sanitaires mises en place à l'automne sont maintenues, et même renforcées. Plusieurs pans de notre économie, comme le marché du travail, ne sont pas revenus à la normale. Cependant, la modulation des restrictions sanitaires ainsi que l'adaptation des travailleurs, tout comme des entreprises, aura permis de résorber en partie les effets néfastes de cette pandémie.

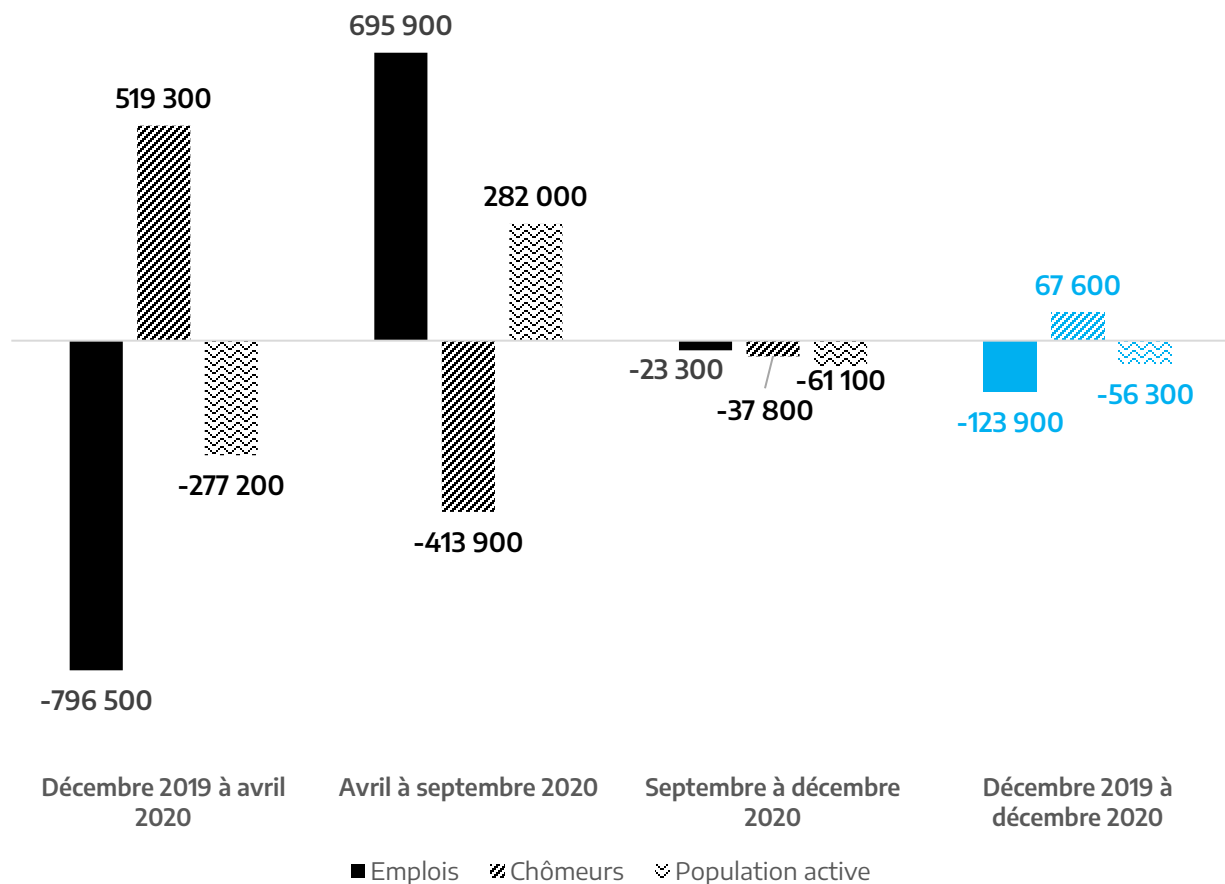
Au bout du compte, entre décembre 2019 et décembre 2020, le Québec aura enregistré :

- 123 900 emplois en moins (97,1 % du niveau de décembre 2019)
- 67 600 chômeurs de plus;
- 56 300 personnes en moins dans la population active.

### Graphique 1

#### Évolution de l'emploi, du chômage et de la population active au Québec en 2020

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

# 1.1. Emploi

## Une importante réduction de l'emploi

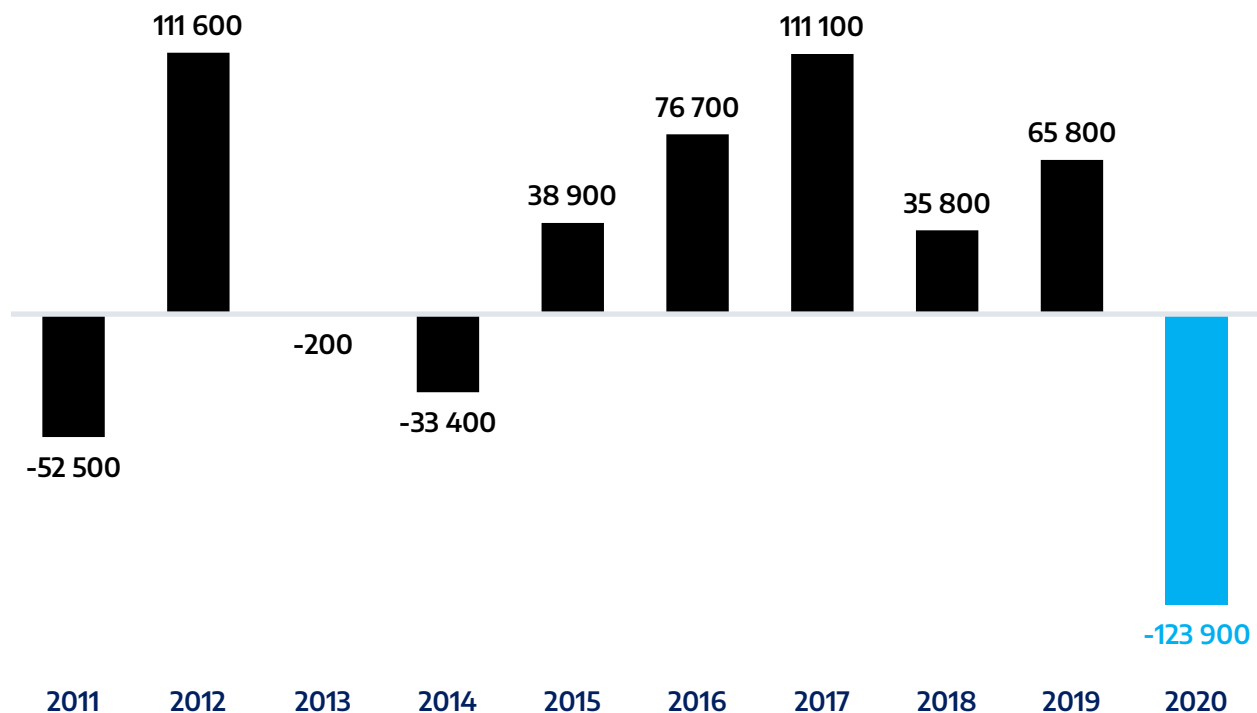
Tel que mesuré par l'*Enquête de la population active* (EPA), la création nette d'emplois équivaut à la différence entre le taux d'emploi observé en décembre d'une année par rapport à celui de l'année précédente. Les données sont désaisonnalisées pour prendre en compte les effets de calendrier.

En appliquant cette logique de création d'emplois, on constate que depuis 2015, le Québec avait vécu cinq années consécutives de création d'emplois et que l'année 2020 marque la destruction de 123 900 emplois (2,9 % des emplois) par rapport à l'année précédente.

### Graphique 2

#### Création nette d'emplois au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; décembre de chaque année)



Source: Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01



## Encadré 1 : Comment mesurer l'emploi?

### Source de données

Pour les sections 1 et 2 de ce bilan, nous avons utilisé les données provenant de l'*Enquête sur la population active* (EPA) réalisée par Statistique Canada auprès des ménages canadiens<sup>3</sup>. L'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH) effectuée mensuellement par Statistique Canada auprès des entreprises nous a fourni, quant à elle, de l'information supplémentaire sur l'emploi salarié et la rémunération.

L'EPA donne un aperçu plus large de l'emploi<sup>4</sup>, en proposant notamment des données sur l'emploi dans le secteur agricole et sur le travail autonome. Elle aborde également des dimensions socioéconomiques d'intérêt, telles que le type des professions et le statut d'immigrant.

Quel indicateur choisir entre le niveau et la moyenne pour mesurer la création d'emplois ?

Quelle est la façon la plus pertinente de mesurer la création d'emplois : la variation en niveau de décembre 2019 à décembre 2020 ou la moyenne annuelle de 2020 par rapport à celle de 2019 ?

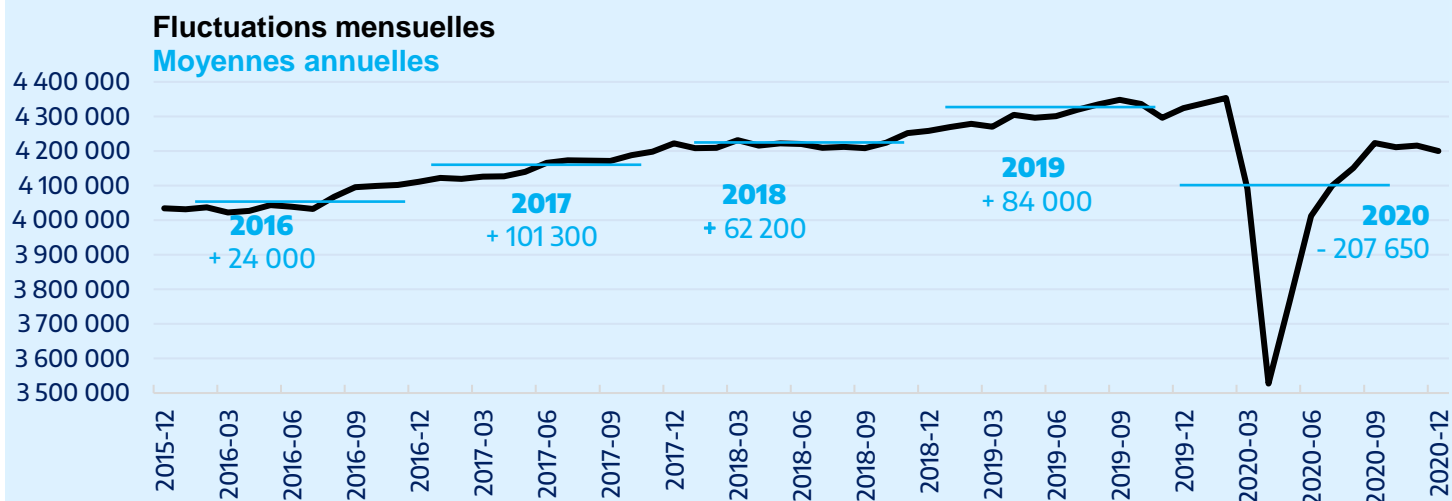
Les deux mesures peuvent indiquer une performance différente, mais elles peuvent toutes deux s'avérer pertinentes puisqu'elles présentent des aspects distincts et complémentaires de la réalité.

L'analyse de l'évolution de l'emploi en niveau permet de mieux identifier les « points d'inflexion », c'est-à-dire les changements de tendances à court terme. Les moyennes annuelles, quant à elles, servent surtout à dresser des constats sur la progression de l'emploi à moyen-long terme. L'analyse de l'année 2020 s'avère donc davantage fidèle à la réalité si on étudie le changement de l'emploi en niveau. Ainsi, le graphique 3 permet de constater que le taux d'emploi a significativement chuté en avril pour ensuite graduellement s'améliorer, portant la perte totale à environ 207 650 emplois pour l'année 2020. Cet exercice permet de bien refléter la reprise rapide « en v » qui a suivi la baisse soudaine de l'emploi au printemps 2020. À titre comparatif, l'emploi a diminué de 123 900 entre décembre 2019 et décembre 2020.

### Graphique 3

#### Nombre d'emplois au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau :14-10-0287-01

<sup>3</sup> Malgré les défis imposés par la pandémie, qui ont notamment suscité un taux de réponse plus bas (69 % en décembre 2020 contre 87 % en moyenne en 2019), l'EPA a été menée au cours de l'année 2020 sans impact notable sur la qualité des données collectées.

<sup>4</sup> Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active*, avril 2020, disponible [ici](#).

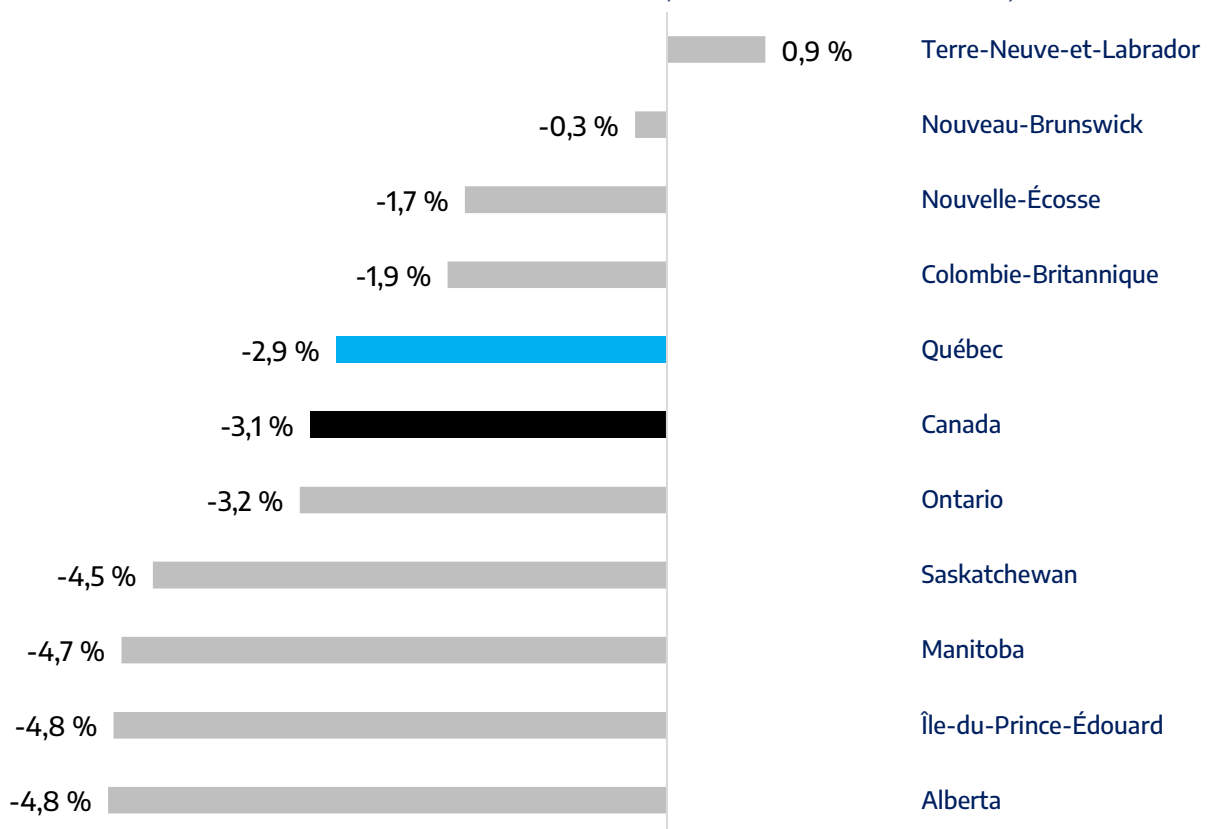
## Une perte d'emplois un peu moindre au Québec qu'au Canada

Le graphique ci-dessous représente la création nette – ou destruction nette – d'emplois dans chacune des provinces canadiennes par rapport au niveau d'emploi observé en décembre 2019. Mise à part Terre-Neuve-et-Labrador, toutes les provinces canadiennes ont enregistré une destruction d'emplois en 2020. En matière de pertes d'emplois, le Québec se situe, quant à lui, dans une meilleure position que la moyenne canadienne.

### Graphique 4

#### Création/destruction nette d'emplois en décembre 2020 par rapport au niveau observé en décembre 2019 dans les provinces canadiennes et au Canada

(Données mensuelles désaisonnalisées; en %; 15 ans et plus; décembre à décembre)



Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0287-01

## 1.2. Chômage

### Un taux de chômage en hausse

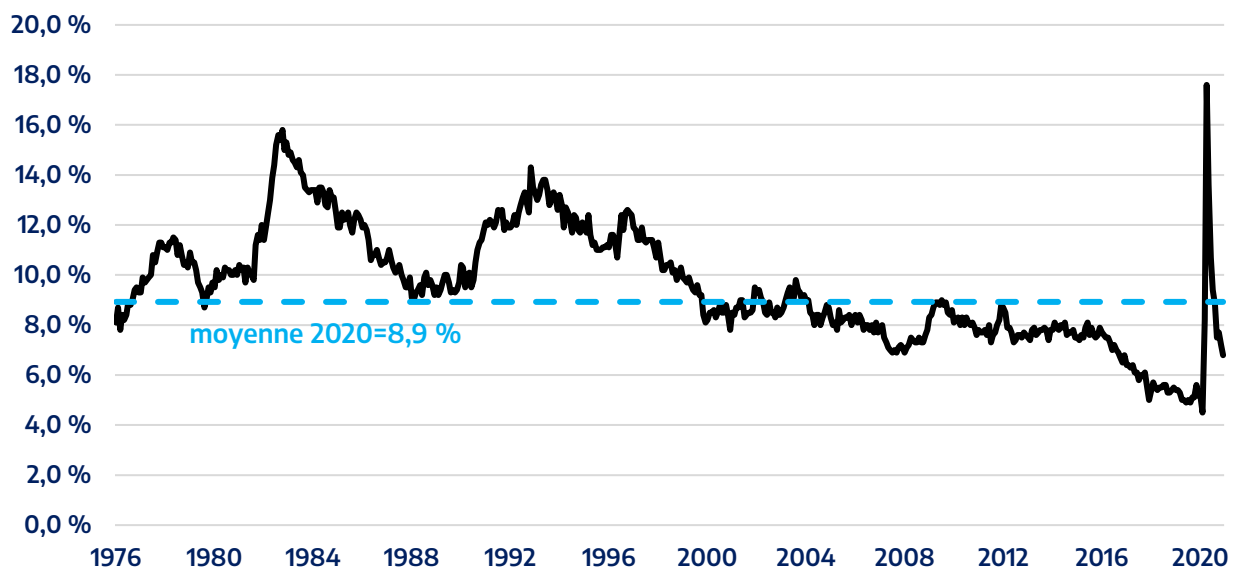
Dans une perspective historique, 2020 aura été l'année de tous les records. Le taux chômage n'y fait pas exception, puisque qu'il a atteint 17,2 % en avril au Québec, du jamais vu depuis que ces données sont compilées (1976). Cependant, ce taux a, par la suite, diminué de manière constante tout au cours de l'année et ce, même à l'automne 2020, alors que de nouvelles restrictions sanitaires ont été imposées pour contrer la deuxième vague.

Ainsi, bien qu'en décembre 2020, le taux de chômage (6,8 %) s'avérait significativement plus élevé (3,1 points de pourcentage) qu'à pareille date en 2019, le Québec semble avoir traversé la première année de cette crise avec moins de séquelles qu'anticipé. En mettant cette donnée en perspective, on constate non seulement que le taux de chômage enregistré en 2020 demeure le même que la moyenne observée au cours de la dernière décennie, mais aussi que la moyenne annuelle du taux de chômage en 2020 (8,9 %) se situe à un niveau similaire de celle observée au Québec au début des années 2000.

### Graphique 5

#### Taux de chômage au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; en %; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

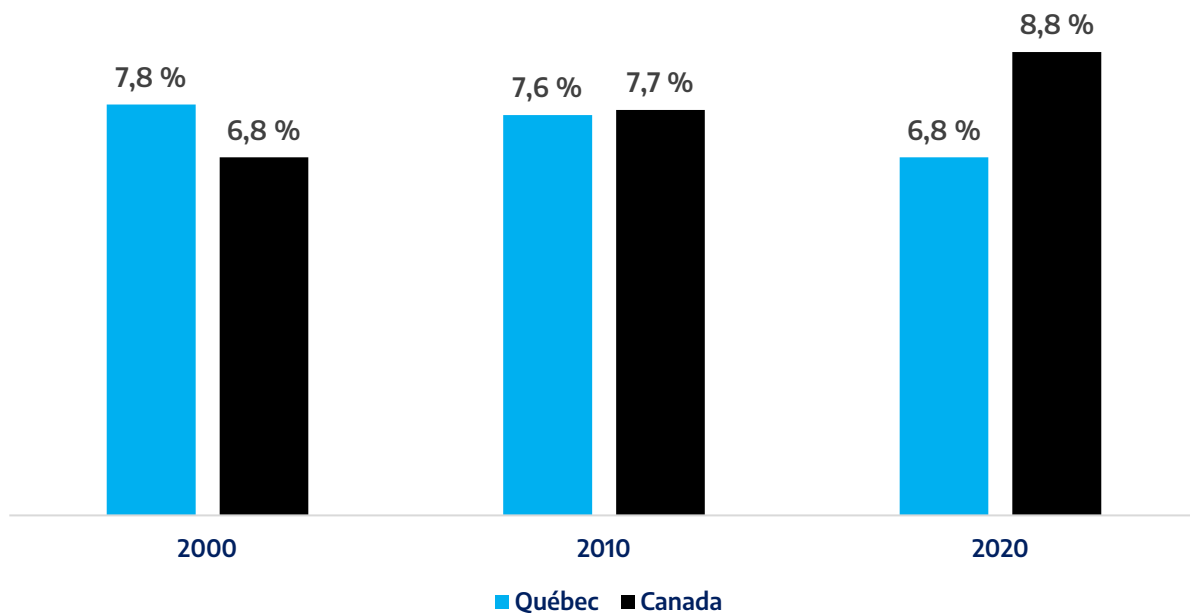
## Le taux de chômage québécois demeure inférieur à la moyenne canadienne

Alors qu'en 2000, le taux de chômage du Québec excédait celui du Canada dans son ensemble (7,8 % contre 6,8 %), le Québec est parvenu, dix ans plus tard, à rattraper ce retard. À compter de 2016, la tendance s'est même inversée, le taux de chômage québécois est alors passé sous la barre de la moyenne canadienne. Les données enregistrées en décembre 2020 révèlent que la province a réussi, en dépit de la crise, à maintenir cet avantage. Son taux de chômage (6,8 %) affichait deux points de pourcentage de moins que celui observé alors au Canada (8,8 %).

### Graphique 6

#### Taux de chômage au Québec et au Canada

(Données mensuelles désaisonnalisées; en %; 15 ans et plus; décembre de chaque année)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

## Deux fois plus de chômeurs de longue durée en un an

Le nombre de chômeurs de longue durée, soit ceux qui sont à la recherche d'un emploi depuis plus de 27 semaines, n'a cessé de croître au Québec au cours de l'année 2020. Ainsi, bien que le nombre total de chômeurs ait significativement diminué depuis le pic d'avril 2020, un nombre important de travailleurs sont passés d'un chômage ponctuel à une situation plus permanente.

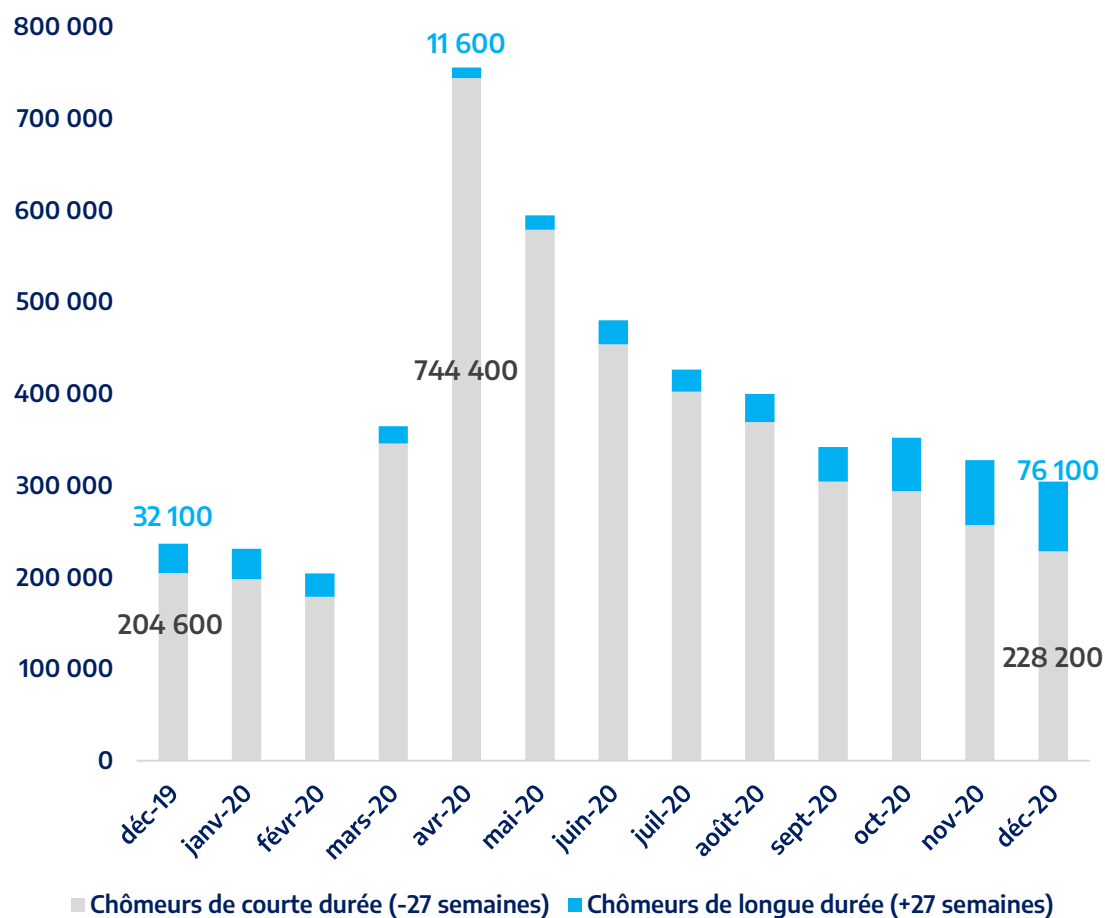
En comparaison à décembre 2019, le Québec compte ainsi deux fois plus de chômeurs de longue durée. Cet indicateur est particulièrement préoccupant puisque la probabilité que ces « chômeurs pandémiques » réintègrent correctement le marché du travail et qu'ils aient accès à des conditions de travail favorables diminue au fur et à mesure que le temps avance. À ce chapitre, rappelons que l'érosion des compétences

et la perception négative du chômage de longue durée par les employeurs sont des facteurs qui contribuent à aggraver le chômage de longue durée<sup>5</sup>.

### Graphique 7

#### Nombre de chômeurs, total et de longue durée au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0342-01

<sup>5</sup> Analyse de la Banque du Canada disponible [ici](#).

## 1.3. Salaires

### Écart de salaire avec l'Ontario

La croissance du nombre d'emplois bien rémunérés et la diminution des écarts de richesse entre le Québec et l'Ontario sont au cœur du discours économique du gouvernement du Québec depuis l'élection de la Coalition avenir Québec en 2018. L'Institut du Québec a d'ailleurs, à maintes reprises, documenté l'évolution de ces indicateurs économiques<sup>6,7</sup>.

L'écart observé entre les salaires des travailleurs de ces deux provinces, en faveur des Ontariens, s'explique, en partie, par des salaires plus élevés en Ontario. Et pourtant, le salaire hebdomadaire médian<sup>8</sup> au Québec et en Ontario a progressé à un rythme similaire au cours de la dernière décennie<sup>9</sup>. Cette situation est imputable à un écart entre les salaires hebdomadaires médians (-7,8 % en moyenne en défaveur du Québec) qui a été relativement constant au cours des cinq dernières années. La pandémie n'a pas changé cette tendance.

Phénomène des plus étonnants : le début de la pandémie aura été marqué par une hausse soudaine des salaires et ce, dans une province comme dans l'autre. Loin d'être réjouissante, cette augmentation s'explique en grande partie par le fait que les pertes d'emplois ont surtout frappé les industries, les professions et les groupes populationnels dans lesquels on retrouve les plus bas salaires. Ainsi, par effet de composition, le salaire médian s'est accru significativement dans les deux provinces. Cette croissance inédite est donc principalement attribuable au fait que plusieurs travailleurs à faible revenu ont perdu leur emploi et ne reflète, en aucun cas, une embellie.

---

<sup>6</sup> Institut du Québec, 2018, *Plus d'emplois bien rémunérés, est-ce possible ?*, disponible [ici](#)

<sup>7</sup> Institut du Québec, 2019, *Si la tendance se maintient...*, disponible [ici](#)

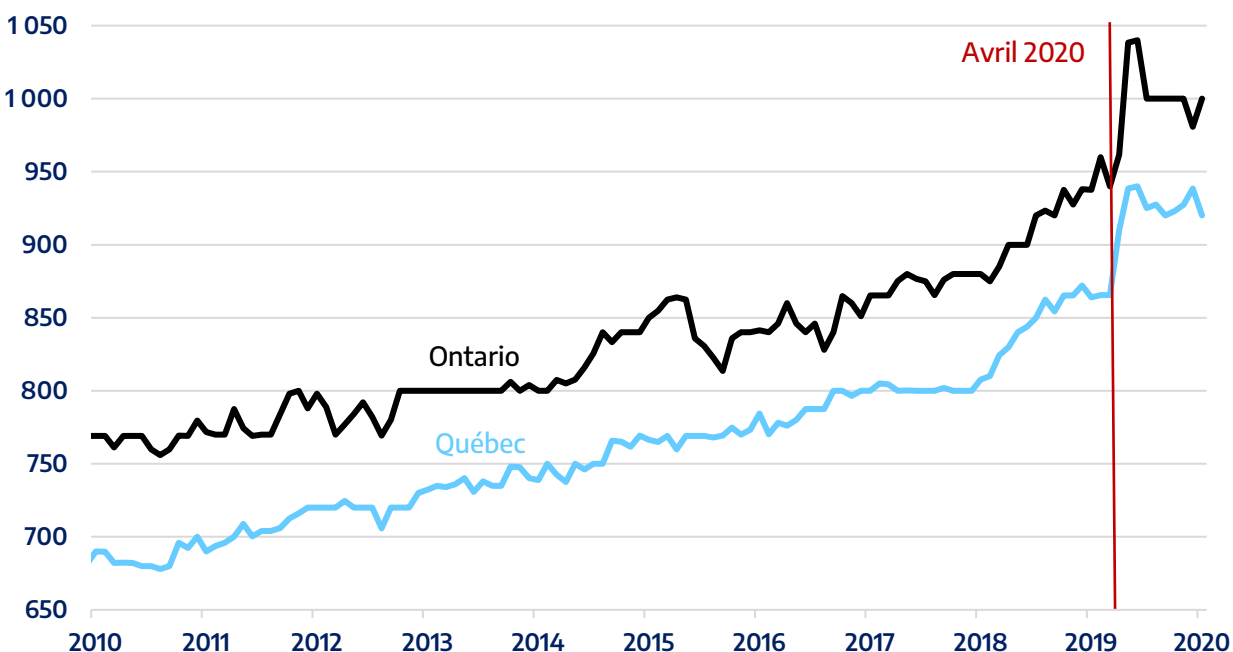
<sup>8</sup> Pour les informations sur les salaires collectées dans le cadre de l'*Enquête sur la population active*, les répondants réfèrent à leur emploi principal pour décrire leurs revenus actuels et habituels obtenus chaque mois. Ils peuvent déclarer leurs gains sous la forme de leur choix (salaire annuel, bimensuel, etc.). Toutes les réponses sont ensuite converties en taux horaire, hebdomadaire et mensuel, selon le nombre d'heures habituellement travaillées déclarées par chaque répondant. Source : CIMT

<sup>9</sup> Les données présentées incluent uniquement les employés et excluent les travailleurs autonomes pour lesquels les données ne sont pas disponibles

## Graphique 8

### Salaire hebdomadaire médian pour les employés au Québec et en Ontario

(Données mensuelles non désaisonnalisées; 15 ans et plus; dollars courants)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0063-01

## Les travailleurs à faible salaire plus durement touchés

La précarisation de l'emploi chez les travailleurs à faible salaire s'incarne tout particulièrement lorsqu'on analyse la répartition des pertes d'emplois par tranche de salaire. Ainsi, au net, les travailleurs du Québec dont le salaire horaire se situe entre 12 et 19,99 \$, groupe qui représente le tiers de l'ensemble des employés, ont été nettement plus affectés que les autres par la crise. Dans cette catégorie, 20 % des emplois à temps plein (16 % des emplois totaux) ont disparu en 2020<sup>10</sup>.

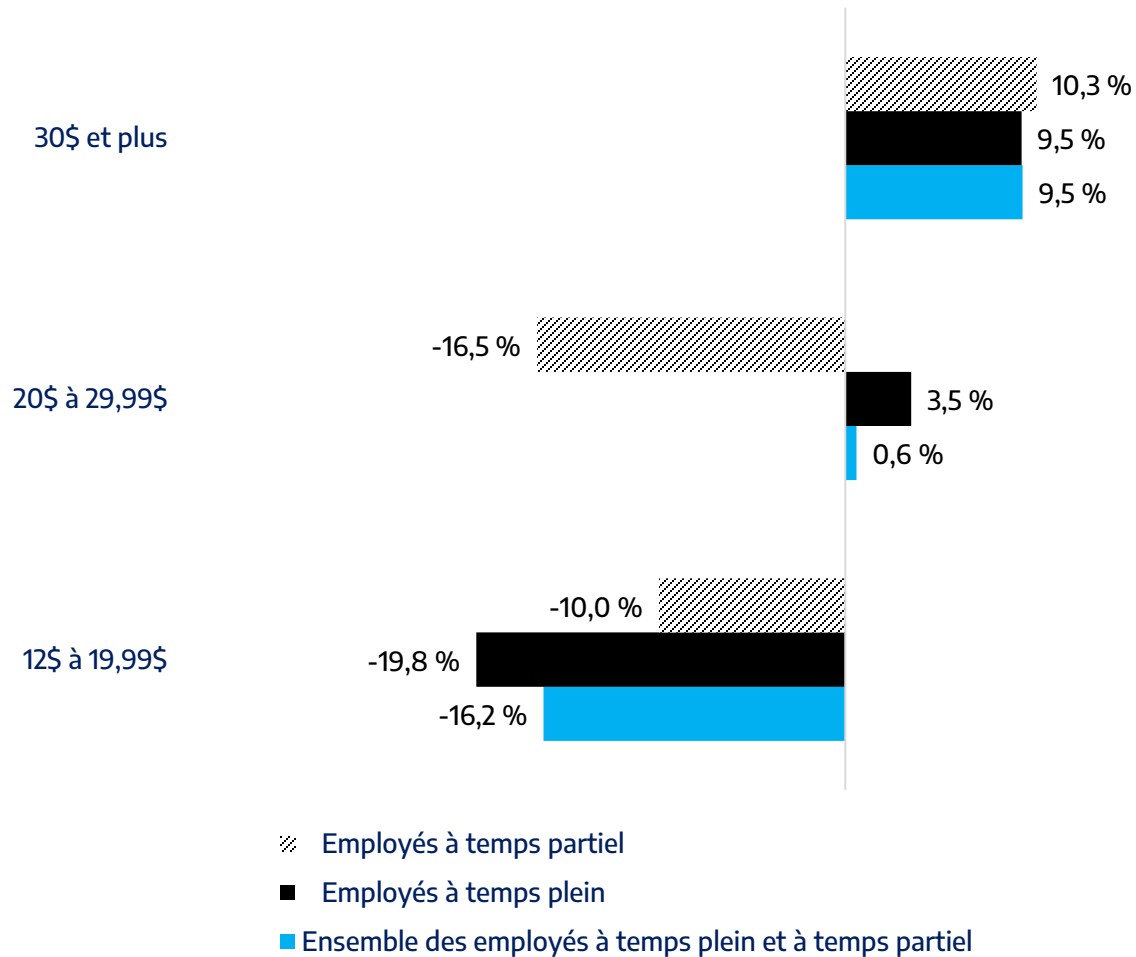
Inversement, les travailleurs dont le salaire est plus élevé ont été nettement plus avantagés. On observe même des gains d'emplois dans ces groupes populationnels. Si bien que le Québec compte désormais près de 10 % d'emplois de plus qui offrent un salaire supérieur à 30 \$ par rapport à décembre 2019.

<sup>10</sup> Pour les fins de l'exercice, il est impossible de différencier les employés payés à l'heure de ceux à salaire fixe. Les tranches salariales sont déterminées en divisant la masse salariale totale par le nombre d'heures habituellement travaillées par les employés québécois.

### Graphique 9

#### Création/destruction nette d'emplois par tranche de salaire horaire en décembre 2020 par rapport au niveau observé en décembre 2019 au Québec, employés seulement

(Données mensuelles non désaisonnalisées; 15 ans et plus; en %; décembre à décembre)<sup>11</sup>



Source : Statistique Canada, calculs de l'IDQ à partir d'une compilation spéciale de Statistique Canada

<sup>11</sup> Les travailleurs avec un salaire horaire inférieur à 12\$ sont exclus du graphiques (moins de 1 % des employés)



## 1.4. Heures travaillées et sous-utilisation de la main-d'œuvre

### Une récupération rapide des heures travaillées

Des analyses réalisées par l'IDQ en 2020 ont montré que le nombre d'heures travaillées a chuté drastiquement au cours des premiers mois de la pandémie de la COVID-19. Devant l'impossibilité de travailler, de nombreux travailleurs ont perdu leur emploi ou encore, ont gardé un lien d'emploi avec leur entreprise sans toutefois déclarer d'heures travaillées. Depuis, la situation s'est normalisée, et le rattrapage qui s'est effectué en termes d'heures travaillées reflète actuellement davantage la situation observée au chapitre des pertes d'emplois.

### Un nouvel indicateur : le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre

L'avènement de la pandémie et les restrictions sanitaires strictes mises en place en mars 2020 ont perturbé le marché du travail de manière exceptionnelle. Outre les travailleurs qui ont perdu leur emploi, certains en ont conservé que le lien sans pour autant travailler aucune heure, alors que d'autres ont basculé dans l'inactivité. Pour illustrer ce phénomène, Statistique Canada calcule chaque mois le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (voir encadré 2).

### Encadré 2 : Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre

#### Source de données

Depuis mars 2020, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre a été utilisé par Statistique Canada comme « indicateur global des répercussions de la COVID-19 sur les conditions du marché du travail. »<sup>12</sup>. Cette mesure est issue de l'*Enquête sur la population active*.

#### Définition

Ce taux englobe le nombre de chômeurs, de personnes inactives qui voulaient travailler mais qui n'ont pas cherché d'emploi, ainsi que celles qui sont demeurées en emploi mais qui ont perdu l'ensemble ou la majorité de leurs heures de travail habituelles pour des raisons probablement liées à la COVID-19, en proportion de la population active potentielle.

Dans un tel contexte, la population active potentielle regroupe à la fois les personnes actives (les personnes à l'emploi et les chômeurs) et les personnes inactives qui voulaient travailler mais qui n'ont pas cherché de travail (par exemple, parce qu'elles attendaient d'être rappelées par leur employeur ou espéraient une réponse de sa part, croyaient qu'il n'y avait pas de travail pour elles, ou détenaient un emploi à long terme qui devait commencer à une date ultérieure).

<sup>12</sup> Statistique Canada, *Enquête sur la population active, décembre 2016 – Le Quotidien*, janvier 2021, disponible [ici](#).

Au cours de la dernière année, le nombre de personnes « sous-utilisées » sur le marché du travail s'est accru de 175 100 (+35,5 %) au Québec, passant de 493 300 en 2019 à 668 400 en 2020. En conséquence, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre a grimpé et représente désormais 14,4 % de la « population active potentielle ». Ce concept désigne la population active et les personnes inactives qui souhaitent travailler. Pour mieux comprendre, précisons que le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre est passé de 14,0 % en 2010 à 9,7 % en février 2020 (juste avant la crise), une diminution qui serait principalement due à la baisse du taux de chômage et au resserrement du marché du travail qui ont caractérisé cette décennie.

En pleine pandémie de la COVID-19, trois cas de figure expliquent la hausse du nombre de personnes sous-utilisées :

- 1) Dans 56 % des cas, il s'agit de personnes, toujours en emploi, mais qui travaillent moins de la moitié de leurs heures habituelles. Cette réalité indique qu'une partie importante de la population active souhaite travailler davantage, mais ne le peut pas notamment en raison des contraintes sanitaires imposées par la crise;
- 2) Dans 37 % des cas, cette croissance s'expliquerait par un nombre plus important de chômeurs au sein de la population active. Ainsi, la majorité des nouveaux chômeurs croit avoir été mis à pied temporairement, et s'attendent donc à reprendre le travail ultérieurement;
- 3) Le reste (7 % des cas) représente les personnes qui ont quitté la population active, mais qui souhaitent tout de même travailler. Tout porte à croire qu'il s'agit probablement ici de personnes découragées qui ont abandonné leur recherche d'emploi malgré toute leur bonne volonté.

À la lumière de ces constats, une évidence s'impose : la hausse du taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre est un phénomène bien réel au Québec et une conséquence directe des dommages engendrés par la pandémie. La croissance du taux de chômage de longue durée au cours des derniers mois n'est d'ailleurs sûrement pas étrangère au fait que la sous-utilisation de la main-d'œuvre prévaut davantage sur le marché du travail qu'avant la pandémie.

## Tableau 1

### Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre entre décembre 2019 et décembre 2020 au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; en nombre, %, et points de pourcentage; 15 ans et plus)

		Décembre 2019	Décembre 2020	Variation en % et p.d.p
<b>Chômeurs</b>	À la recherche d'un emploi	215 000	235 500	9,5 %
	Mis à pied temporairement ou emploi devant commencer à une date ultérieure	26 000	70 300	170,4 %
<b>En emploi</b>	N'a travaillé aucune heure	144 800	224 000	54,7 %
	A travaillé moins de la moitié de ses heures habituelles	44 900	64 300	43,2 %
<b>Inactif</b>	Mais voulait travailler	62 600	74 300	18,7 %
<b>Total</b>		<b>493 300</b>	<b>668 400</b>	<b>35,5 %</b>
<b>Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre</b>		<b>10,6 %</b>	<b>14,4 %</b>	<b>3,8 p.d.p</b>

Source : Statistique Canada, indicateurs supplémentaires de l'Enquête sur la population active.

## 1.5. Indice de l'emploi

Dans cette section, nous analysons les données mensuelles de l'Indice emploi de l'Institut du Québec, un indicateur composite qui capte les aspects de vigueur et de qualité de l'emploi<sup>13</sup>.

### Encadré 3 : Indice de l'emploi – Institut du Québec

Pour dresser un portrait plus nuancé des grandes tendances de l'emploi au Québec, l'Institut du Québec (IDQ) a conçu en 2016<sup>14</sup> un indice qui permet d'évaluer la santé du marché du travail du Québec selon plusieurs dimensions. À l'époque, l'IDQ désirait susciter une réflexion plus approfondie sur l'évolution du marché du travail, réduire la partisanerie entourant les données sur l'emploi et fournir un portrait plus complet des forces et faiblesses du marché de l'emploi au Québec.

Dans cette perspective, douze indicateurs ont été regroupés en deux grandes catégories :

Vigueur du marché du travail :

- Taux de chômage;
- Taux d'emploi des 25-54 ans;
- Chômage de longue durée (27 semaines et plus);
- Part de l'emploi dans le secteur privé;
- Sous-utilisation de la main-d'œuvre;
- Taux d'activité.

Qualité des emplois :

- Croissance de l'emploi à temps plein;
- Croissance de l'emploi dans les secteurs privé et public;
- Croissance de l'emploi bien rémunéré;
- Croissance du salaire hebdomadaire nominal;
- Part des travailleurs à temps partiel involontaires;
- Part des travailleurs temporaires de 25 à 54 ans.

Pour chaque indicateur, la moyenne mobile des trois derniers mois est calculée afin de réduire la volatilité inhérente des données provinciales. Le résultat de chaque indicateur est obtenu en comparant la donnée actuelle à celle de l'année précédente. Enfin, tous les indicateurs sont normalisés sur une échelle de 0 à 1 afin de classer l'ensemble des résultats depuis 2006. Ainsi, un résultat égal à 1 signifie un score excellent alors qu'un 0 représente l'inverse.

### L'emploi peu vigoureux

La vigueur du marché du travail a chuté drastiquement à compter du deuxième trimestre de 2020, mettant ainsi fin à plusieurs années de croissance plus ou moins constante. La reprise observée au cours de l'été a pris fin en octobre et une décroissance est même survenue au cours du dernier mois de l'année.

<sup>13</sup> Chaque mois, l'IDQ publie son Indice de l'emploi, le même jour que les données de l'*Enquête sur la population active* sont dévoilées par Statistique Canada.

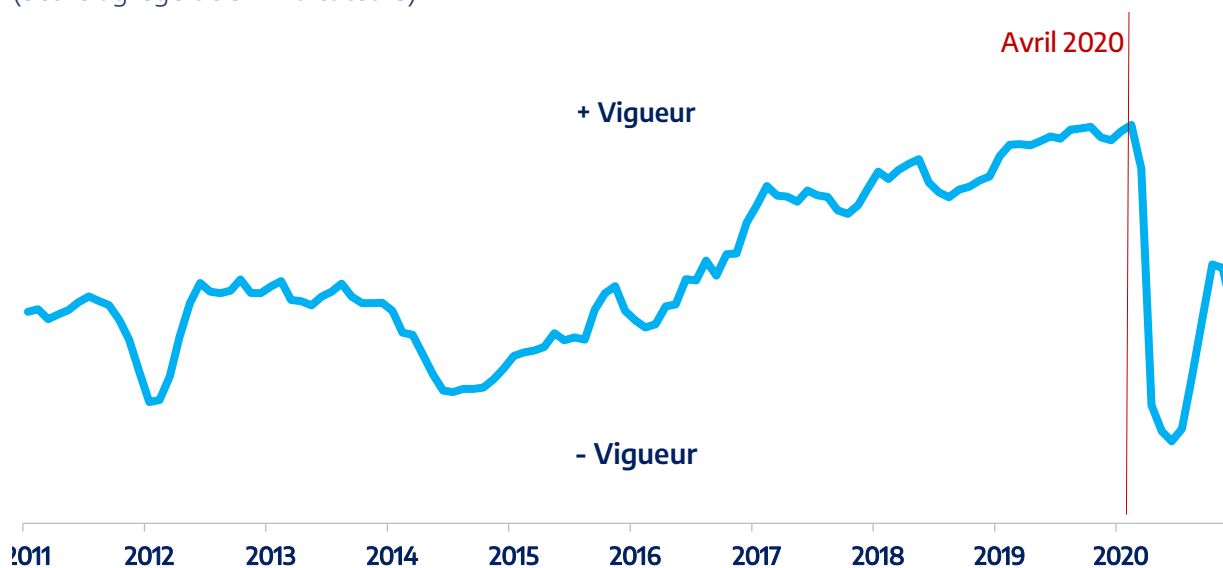
<sup>14</sup> Jean-Guy Côté, Mia Homsy et Sonny Scarfone, *Comprendre les tendances du marché du travail : nouvel indice IDQ de l'emploi*, Institut du Québec, septembre 2016.

L'ensemble des six indicateurs qui composent l'indice de vigueur du marché du travail (la situation du chômage, le taux d'emploi des 25-54 ans, la situation du chômage de longue durée, la part de l'emploi dans le secteur privé, l'utilisation de la main-d'œuvre et le taux d'activité) ont tous été affectés par la pandémie, mais c'est surtout la baisse du taux d'activité qui en a fait chuter la valeur.

### Graphique 10

#### Indice de vigueur du marché du travail au Québec de l'IDQ

(Score agrégé de six indicateurs)



Source : Institut du Québec

Plus spécifiquement, voilà ce que révèlent chacun des six sous-indicateurs retenus pour déterminer la vigueur du marché du travail au Québec lorsqu'on les compare à la situation qui prévalait à la fin 2019 :

- Sans grande surprise, le taux de chômage s'est accru en raison de la crise sanitaire, s'élevant en moyenne à 7,2 % pour les trois derniers mois de 2020 contre 5,3 % pour la même période l'année précédente.
- Bien qu'il ait connu un important recul lors du premier confinement, le taux d'emploi des 25-54 ans est revenu au même niveau (84,7 %) qu'en décembre 2019;
- Le chômage de longue durée (27 semaines et plus) s'est nettement accru au cours de la dernière année. Une situation attribuable au fait qu'un nombre grandissant de travailleurs ayant perdu leur emploi lors de la première vague de la COVID-19 demeurent en situation de chômage. Certains secteurs n'ayant pu reprendre entièrement, ou en partie, leurs activités en raison des restrictions sanitaires;
- La part de l'emploi dans le secteur privé a diminué, conséquence directe du nombre d'emplois qui s'est accru plus fortement dans le secteur public;
- Le phénomène de sous-utilisation de la main-d'œuvre s'est amplifié au cours de 2020, sensiblement pour les mêmes raisons qui expliquent la hausse du chômage de longue durée. À cela s'ajoute une part plus élevée de travailleurs qui déclarent moins d'heures travaillées hebdomadairement que par le passé.

- Le taux d'activité accuse une forte baisse comparativement à 2019. Une situation attribuable au fait qu'une partie importante des travailleurs aient basculé du côté de la population inactive lors de la première vague. Bon nombre ne sont pas parvenus à se trouver du travail depuis et ont dû recourir aux mesures d'aides gouvernementales. Bien que le taux d'activité ait progressé par la suite, atteignant presque sa moyenne des dernières années, il a été de nouveau affecté par l'avènement de la deuxième vague.

## Une qualité de l'emploi légèrement à la baisse

La qualité de l'emploi s'est également détériorée au cours des premiers mois de la pandémie, pour ensuite, n'enregistrer qu'une légère amélioration (de façon moins marquée que la vigueur). Cette dégradation est principalement due à la décroissance du nombre d'emplois à temps plein et, dans les secteurs public et privé.

### Graphique 11

#### Indice de qualité du marché du travail au Québec de l'IDQ

(Score agrégé de six indicateurs)



Source : Institut du Québec

Une analyse détaillée de chacun des sous-indicateurs permet une compréhension plus fine de cette détérioration :

- À l'inverse de 2019, la croissance de l'emploi à temps plein s'est dégradée au cours de la dernière année. Bien que la forte baisse de l'emploi à temps plein enregistrée au printemps 2020 ait contribué au phénomène, il faut toutefois préciser que l'année 2019 a été plutôt exceptionnelle en matière de création d'emplois à temps plein.
- La croissance de l'emploi dans les secteurs privé et public s'est également grandement détériorée en 2020. À ce chapitre, précisons toutefois que le secteur privé compte plus d'emplois que le secteur public, et qu'il a aussi été plus affecté par la pandémie. Par conséquent, bien qu'une légère amélioration ait été enregistrée en 2020 dans le secteur public, elle n'a pas suffi à faire varier cet

indicateur à la hausse. (Le secteur public ne représente que le quart des emplois au Québec, en excluant les travailleurs autonomes).

- Bien que le nombre d'emplois bien rémunérés se soit accru au cours des deux derniers mois de 2020, cet indicateur s'est tout de même détérioré comparativement à la situation qui prévalait en 2019. D'une part, parce les premiers mois de la pandémie ont particulièrement affecté cet indicateur et que l'année 2019 a été exceptionnelle en matière de création d'emplois dans les industries jugées « plus payantes » pour les travailleurs. D'autre part, parce que la hausse de cet indicateur dans les industries mieux rémunérées s'explique par la baisse du nombre de travailleurs dans les secteurs plus durement affectés (et moins payants).
- La croissance du salaire hebdomadaire nominal est demeurée à un sommet. Une situation qui s'explique par le fait que les travailleurs moins bien rémunérés aient davantage été touchés par les pertes d'emplois en 2020 (voir le graphique 9).
- La part des travailleurs à temps partiel involontaires a oscillé toute l'année 2020, pour finalement atteindre un niveau légèrement supérieur à celle de 2019.
- La part des travailleurs temporaires de 25 à 54 ans a également varié tout au cours de 2020 pour finalement se situer à un niveau similaire à celui enregistré en 2019.

## 2. LES GAGNANTS ET LES PERDANTS DE LA CRISE

### Avant la pandémie, le plein emploi!

Avant l'avènement de la crise sanitaire, le marché du travail québécois connaissait une croissance exceptionnelle. Des employeurs, dans plusieurs secteurs et régions du Québec, éprouvaient même de la difficulté à recruter – et à retenir – les travailleurs. Le nombre de postes vacants était particulièrement élevé (130 000 en moyenne en 2019) lorsque comparé à la moyenne enregistrée par le passé (86 000 en moyenne de 2016 à 2018). Ce resserrement du marché du travail était attribuable à une croissance économique vigoureuse mais également à une raréfaction de l'offre de main-d'œuvre due au vieillissement de la population. Selon les projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec, ce phénomène devrait perdurer au moins jusqu'en 2030<sup>15</sup>.

Cette vigueur du marché du travail a bénéficié à des groupes jusqu'alors sous-représentés et dont les taux de participation et d'emploi ont même, dès lors, pu enregistrer des niveaux records. C'était le cas notamment des immigrants, des femmes, des jeunes (15 à 24 ans) et des travailleurs expérimentés (55 ans et plus)<sup>16</sup>. Mais cette embellie a peut-être été de courte durée.

Dans la section précédente, nous vous avons présenté comment les principaux indicateurs de l'emploi ont été fortement affectés par la crise sanitaire. Toutefois, en les analysant de plus près, nous avons constaté à quel point la crise sanitaire a rapidement fait resurgir les iniquités. Alors que certains secteurs et groupes populationnels ont été plus particulièrement touchés, d'autres s'en sont plutôt bien sortis.

### Certains groupes plus durement touchés

Dans cette section, nous avons comparé la création d'emplois entre décembre 2019 et décembre 2020 en adoptant différentes perspectives. Cette analyse a notamment permis de découvrir quels secteurs d'activités ou groupes populationnels ont été les plus durement touchés par la crise (les perdants) et ceux qui ont été épargnés (les gagnants). Lorsque pertinent, nous avons également observé plus spécifiquement les taux de chômage, d'emploi et de participation de différents groupes de travailleurs.

Dans cette optique, voici les différents angles avec lesquels nous avons analysé la situation de l'emploi au Québec :

- Les industries
- Le temps plein et partiel
- Les catégories de travailleurs (secteur public, privé et travailleurs autonomes)
- Les groupes d'âge

---

<sup>15</sup> Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2016-2066 – Édition 2019*, juillet 2019, disponible [ici](#).

<sup>16</sup> Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01 et calculs de l'IDQ (moyennes des mois de janvier à décembre 2019), disponible [ici](#).

- Le genre
- Le statut d'immigrant
- Les régions du Québec
- Les professions

## 2.1. Industries

### Deux économies : des industries à l'arrêt et d'autres qui complètent leur reprise

Au Québec, la crise engendrée par la pandémie de la COVID-19 aura été particulièrement néfaste pour les travailleurs de trois industries : Services d'hébergement et de restauration, Information, culture et loisirs, et Autres services. Plus du quart des emplois que comptaient ces trois secteurs d'activité en décembre 2019 ont disparu au cours de la dernière année, ce qui représente quelque 150 000 emplois. Dans le reste de l'économie, le marché du travail a non seulement sensiblement recouvré le même niveau d'emploi qu'en décembre 2019 mais il compte environ 30 000 postes de plus.

**Tableau 2**

#### Emploi, variation du nombre d'emplois et pourcentage de récupération par type de secteur au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; en nombre et %)

	Décembre 2019	Décembre 2020	Variation du nombre d'emplois	% de récupération par rapport à décembre 2019
<b>Industries - Secteurs les plus affectés</b>	<b>610 100</b>	<b>457 100</b>	<b>-153 000</b>	<b>74,9 %</b>
Information, culture et loisirs	177 200	144 200	-33 000	81,4 %
Services d'hébergement et de restauration	257 500	165 400	-92 100	64,2 %
Autres services (sauf les administrations publiques)	175 400	147 500	-27 900	84,1 %
<b>Industries - Secteurs reprise amorcée ou complétée</b>	<b>3 713 800</b>	<b>3 742 900</b>	<b>29 100</b>	<b>100,8 %</b>

Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0355-01

Avec 92 100 emplois de moins qu'en décembre 2019, le secteur de l'hébergement et de la restauration est de loin le plus grand perdant de cette crise. Malgré les efforts consentis pour s'adapter, les strictes mesures sanitaires imposées et l'arrêt presque total du tourisme international ont tôt fait de ralentir considérablement cette industrie.

Les secteurs suivants ont également connu des pertes d'emplois, mais dans une moindre mesure :

- Information, culture et loisirs;
- Autres services (sauf les administrations publiques);
- Construction;
- Fabrication;



- Transport et entreposage;
- Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz.

## Encadré 4 : Moins de travailleurs dans le secteur de la santé et des services sociaux ?

À première vue, certaines données portant sur le secteur de la santé et des services sociaux ont de quoi surprendre. Ainsi, malgré des besoins accrus et une pénurie de main-d'œuvre qui ont fait les manchettes tout au cours de l'année 2020, le nombre d'emplois dans ce secteur aurait tout de même diminué de plus de 30 000 l'an dernier. Le niveau d'emploi de cette industrie se situerait à 95,0 % de celui enregistré en décembre 2019.

Bien que surprenante, cette diminution s'explique par la baisse de l'emploi dans le sous-secteur de l'assistance sociale qui inclut notamment les services de garde et certains organismes communautaires qui ont dû fermer leurs portes à plusieurs reprises au cours de l'année.

**Tableau 3**

### Évolution de l'emploi par sous-secteur de la santé et de l'assistance sociale au Québec

(Données mensuelles non désaisonnalisées<sup>17</sup>; en nombre et %)

	Décembre 2019	Décembre 2020	Variation par rapport à décembre 2019
<b>Services de soins de santé ambulatoires</b> <i>Qui inclut notamment les cabinets de médecins, les laboratoires</i>	121 500	123 000	1,2 %
<b>Hôpitaux</b>	271 500	253 750	-6,5 %
<b>Établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes</b> <i>Qui inclut notamment CHSLD et les résidences privées pour aînés</i>	85 500	81 750	-4,4 %
<b>Assistance sociale</b> <i>Qui inclut notamment les services de gardes et certains organismes communautaires</i>	135 500	124 750	-7,9 %

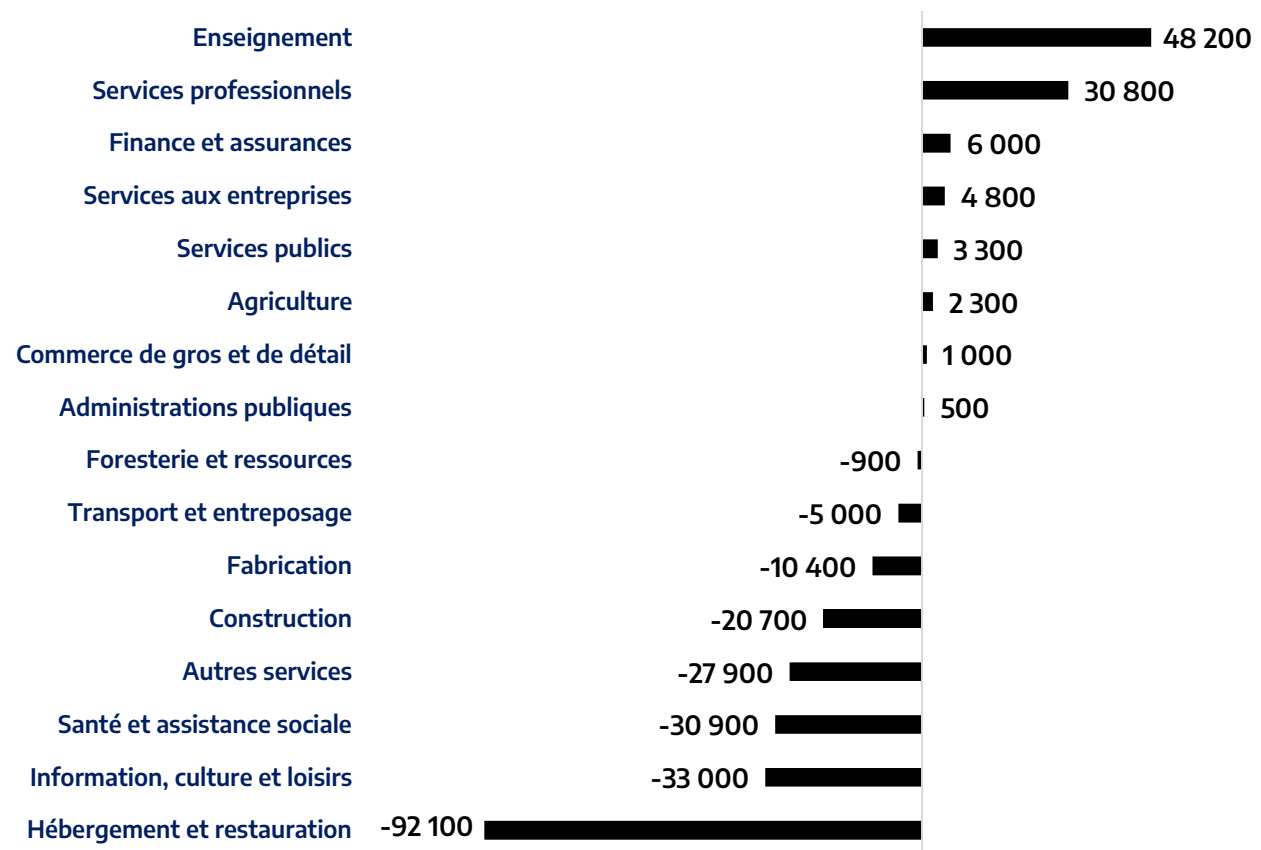
Source : Statistique Canada, compilation spéciale de l'EPA

<sup>17</sup> Les données sur les pertes d'emplois en santé et assistance sociale du tableau 3 sont légèrement différentes de celles présentés dans le graphique 13 car ces dernières sont désaisonnalisées.

## Graphique 12

### Création/destruction nette d'emplois par secteur en décembre 2020 par rapport au niveau observé en décembre 2019 au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; décembre à décembre)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0355-01

## 2.2. Temps plein ou temps partiel

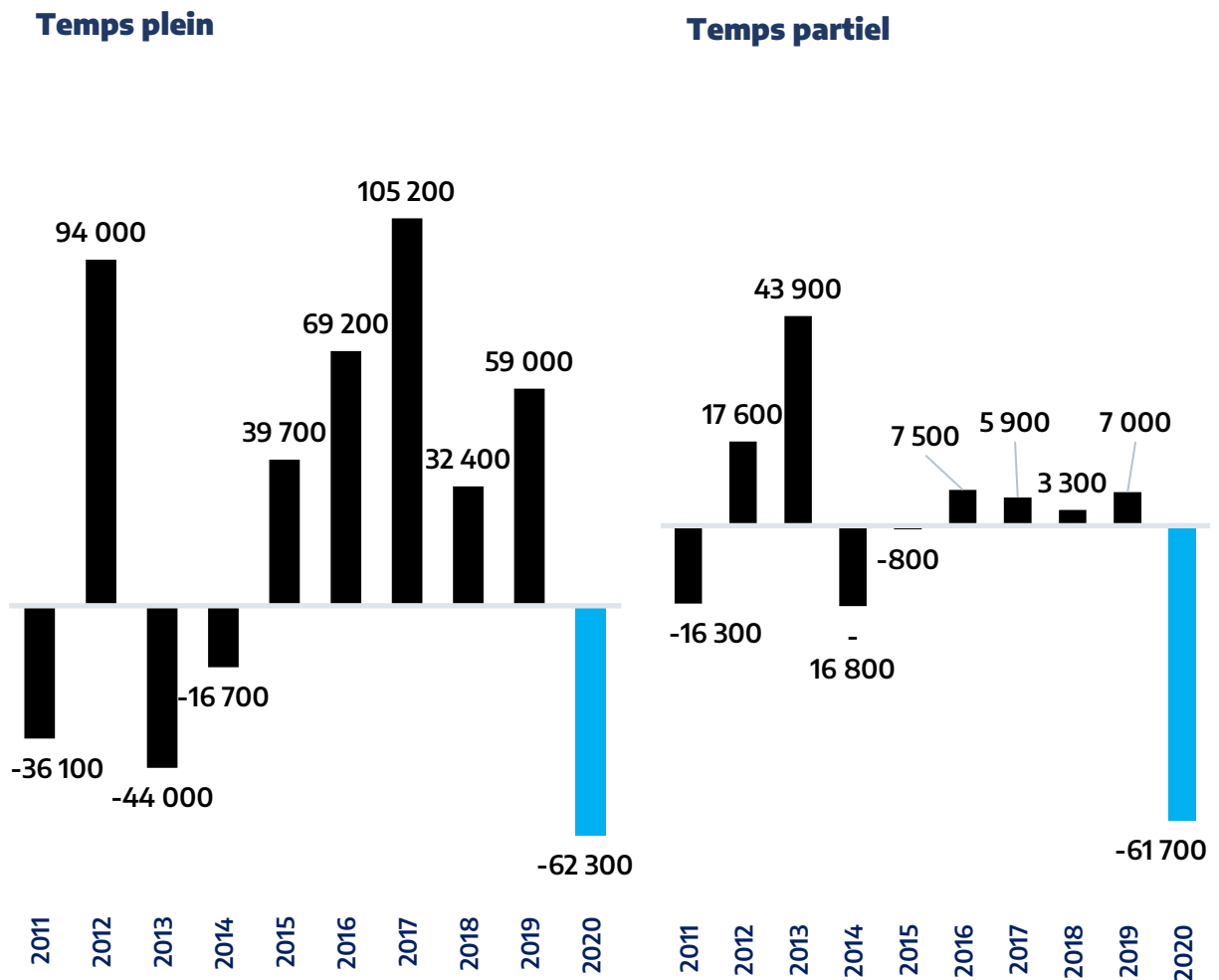
### Des pertes à tous les niveaux

En comparaison avec l'année précédente, des pertes d'emplois d'une amplitude similaire ont été enregistrées en 2020 tant du côté des emplois à temps plein (-62 300) que des emplois à temps partiel (-61 700). Précisons toutefois que le nombre d'emplois à temps plein connaissait des croissances annuelles importantes depuis 2015.

#### Graphique 13

#### Création/destruction nette d'emplois à temps plein et partiel en décembre 2020 par rapport au niveau observé en décembre 2019 au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; décembre à décembre)



Source: Statistique Canada, tableau: 14-10-0287-01

## 2.3. Catégories de travailleurs

L'*Enquête sur la population active* segmente les travailleurs en trois grandes catégories : les employés du secteur privé, les employés du secteur public<sup>18</sup> et les travailleurs autonomes. À partir de ces données, nous avons analysé les fluctuations dans ces trois différents segments au cours de la dernière année.

### Des pertes dans le secteur privé, des gains dans le secteur public

En matière d'emplois, le secteur privé s'avère celui qui a le plus écopé de la pandémie de la COVID-19. Alors que le secteur public a enregistré des gains (+15 300 emplois) au terme de l'an 2020, le secteur privé a subi d'importantes pertes d'emplois (-95 700).

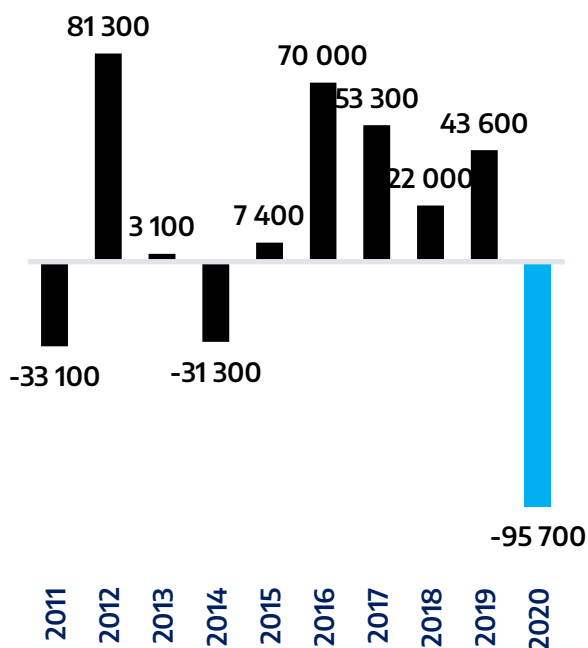
Relevée par l'IDQ dans une récente note sur l'emploi<sup>19</sup>, cette hausse s'inscrit en phase avec la croissance quasi constante du nombre d'emplois observée dans le secteur public depuis 2015 (Sauf en 2018 où des pertes peu significatives ont été enregistrées).

#### Graphique 14

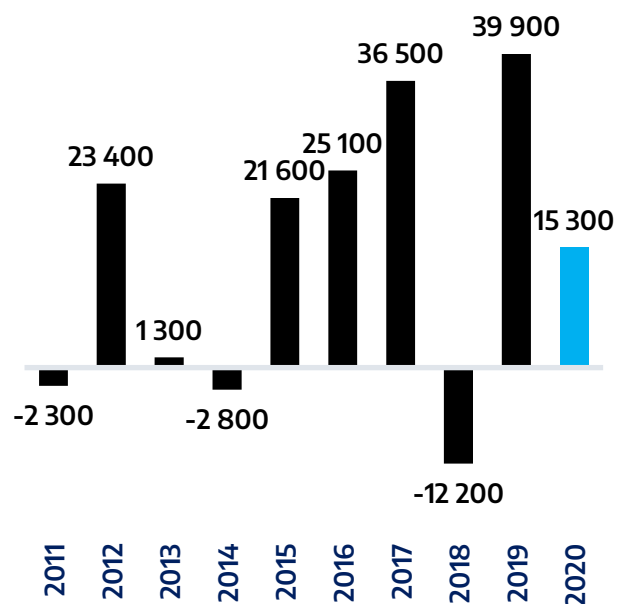
#### Création/destruction nette d'emplois des secteur privé et public en décembre 2020 par rapport au niveau observé en décembre 2019 au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; décembre à décembre)

##### Secteur privé



##### Secteur public



Source: Statistique Canada, tableau : 14-10-0288-01

<sup>18</sup> Le secteur public englobe les employés de la fonction publique ainsi que ceux des commissions scolaires, des cégeps, des universités, des municipalités et de tous les autres secteurs à caractère public au Québec.

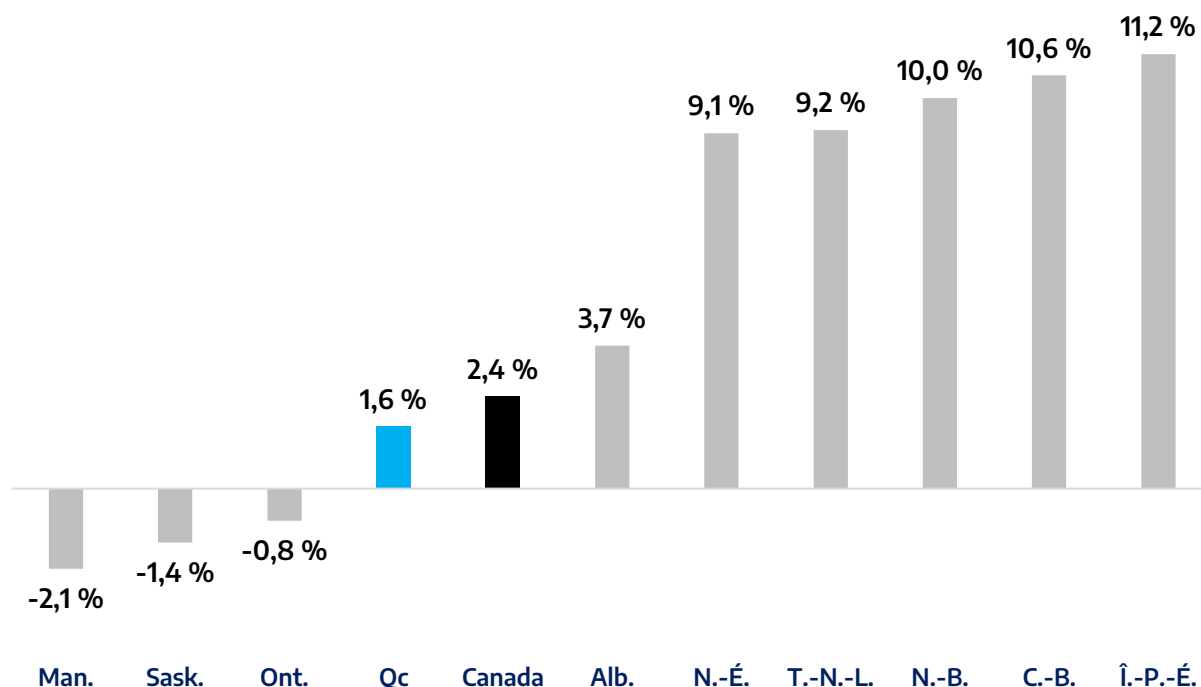
<sup>19</sup> Institut du Québec, *Marché du travail au Québec : Des signaux inquiétants*, janvier 2021, disponible [ici](#).

En 2020, la création d'emplois qu'a connu le secteur public au Québec est, à première vue, sensiblement la même que celle observée à l'échelle du Canada. Cette moyenne cache toutefois une toute autre réalité : alors qu'une hausse importante du nombre d'emplois a été enregistrée dans le secteur public de l'Est du Canada et celui de l'Alberta; ceux de l'Ontario, la Saskatchewan et le Manitoba ont, quant à eux, encaissé des pertes d'emplois.

### Graphique 15

#### Création/destruction nette d'emplois dans le secteur public en décembre 2020 par rapport au niveau observé en décembre 2019 dans les provinces et au Canada

(Données mensuelles désaisonnalisées; en %; 15 ans et plus; décembre à décembre)



Source: Statistique Canada, tableau : 14-10-0288-01

### Des pertes chez les travailleurs autonomes

L'année 2020 ne semble pas non plus avoir épargné les travailleurs autonomes. La baisse d'emplois observée dans cette catégorie s'expliquerait, en partie, par les restrictions sanitaires qui ont touché certaines activités, notamment les autres services (comprenant les soins personnels)<sup>20</sup>. Il faut aussi préciser qu'au Québec, plus du quart des travailleurs de 55 ans et plus sont travailleurs autonomes, or, il

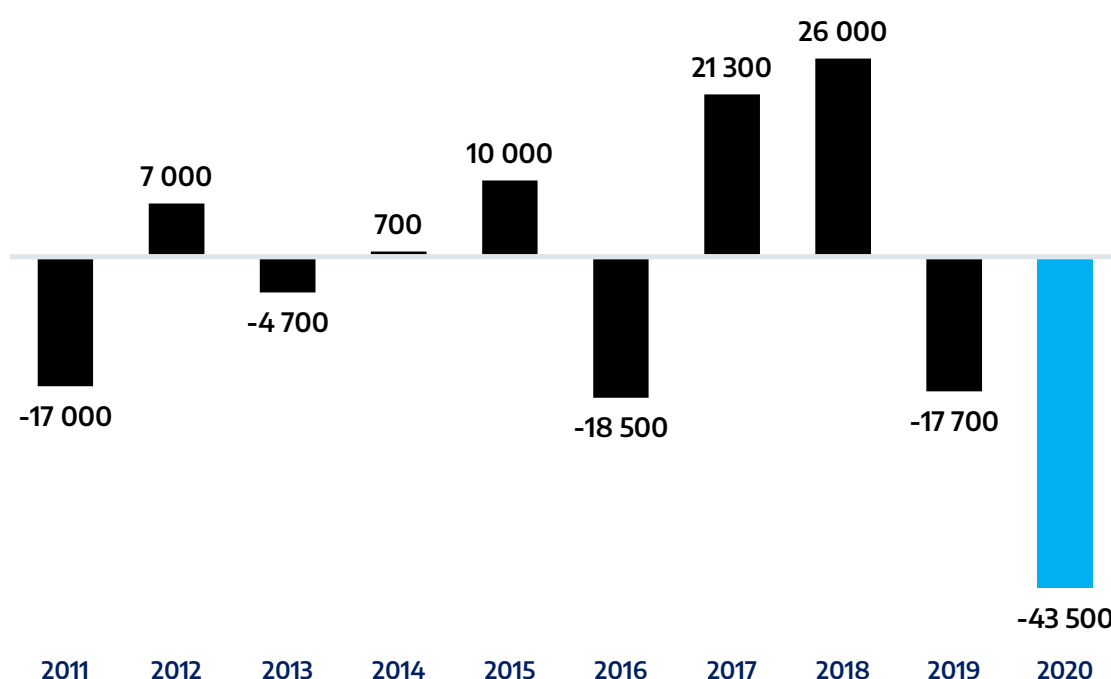
<sup>20</sup> Desjardins Études économiques, *Le travail autonome au Québec : une brève incursion*, décembre 2015, disponible [ici](#)

s'avère que bon nombre d'entre eux sont sortis du marché du travail en 2020 en raison de la pandémie (voir la section suivante).

### Graphique 16

#### Création/destruction nette d'emplois pour les travailleurs autonomes en décembre 2020 par rapport au niveau observé en décembre 2019 au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; de décembre à décembre)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0288-01

## 2.4. Groupes d'âge

Au cours de 2020, ce sont surtout les travailleurs n'appartenant pas au groupe d'âge actif (25 à 54 ans) qui ont été le plus touchés par la crise, soit les jeunes (15 à 24 ans) et, dans une moindre mesure, les travailleurs expérimentés (55 ans et plus).

### Les travailleurs de 25 à 54 ans tirent leur épingle du jeu

Ainsi, notre analyse révèle que les travailleurs âgés entre 25 et 54 ans ont peu ou pas été affectés par la crise sanitaire. Dans les faits, ce groupe d'âge n'a subi qu'un léger recul de l'emploi (-0,2 % par rapport à décembre 2019) alors que tous les autres groupes ont, toute proportion gardée, perdu davantage d'emplois. Par ailleurs, si une légère hausse du taux de chômage (+1,2 point de pourcentage ou p.d.p) et du taux d'activité (+1,1 p.d.p) a pu être observée chez les 25-54 ans, leur taux d'emploi est demeuré, en revanche, stable.

## Les jeunes perdent des emplois et sortent de la population active

Chez les jeunes, la situation est cependant toute autre : ce groupe d'âge a perdu 11,4 % des emplois qu'ils occupaient en 2019. En outre, l'analyse révèle que bon nombre d'entre eux ont non seulement cessé de travailler au cours de la dernière année mais aussi, de chercher du travail. Résultat : leur taux de chômage s'est accru de 1,8 p.d.p en 2020. Leur taux d'activité s'est, quant à lui, déprécié de façon plus significative (-6,5 p.d.p).

**Tableau 4**

### Marché du travail selon l'âge au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; en nombre, % et points de pourcentage)

	Décembre 2019	Décembre 2020	Variation (% et p.d.p.)
<b>Le principal groupe d'âge (25 à 54 ans)</b>			
Population active	2 915 100	2 946 600	+1,1 %
Emplois	2 787 700	2 782 200	-0,2 %
Taux de chômage	4,4 %	5,6 %	+1,2
Taux d'activité	88,6 %	89,7 %	+1,1
Taux d'emploi	84,7 %	84,7 %	0,0
<b>Les travailleurs expérimentés (55 ans et plus)</b>			
Population active	993 000	967 000	-2,6 %
Emplois	942 000	891 000	-5,4 %
Taux de chômage	5,1 %	7,9 %	+2,8
Taux d'activité	35,1 %	33,5 %	-1,6
Taux d'emploi	33,3 %	30,9 %	-2,4
<b>Les jeunes (15 à 24 ans)</b>			
Population active	653 000	591 000	-9,5 %
Emplois	595 000	527 000	-11,4 %
Taux de chômage	8,9 %	10,7 %	1,8
Taux d'activité	71,5 %	65,0 %	-6,5
Taux d'emploi	65,2 %	58,0 %	-7,2

Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

Autre phénomène intéressant à noter : la sortie des jeunes du marché du travail l'an dernier coïncide avec une forte hausse du nombre d'étudiants au Québec du même groupe d'âge. En effet, la proportion d'étudiants âgés de 15 à 24 ans a atteint un niveau record de 71,8 % en 2020 (625 500 étudiants). Les problèmes rencontrés sur le marché du travail, – et plus particulièrement dans les secteurs plus susceptibles d'embaucher des jeunes<sup>21</sup> tel que l'hébergement et la restauration –, pourraient les avoir

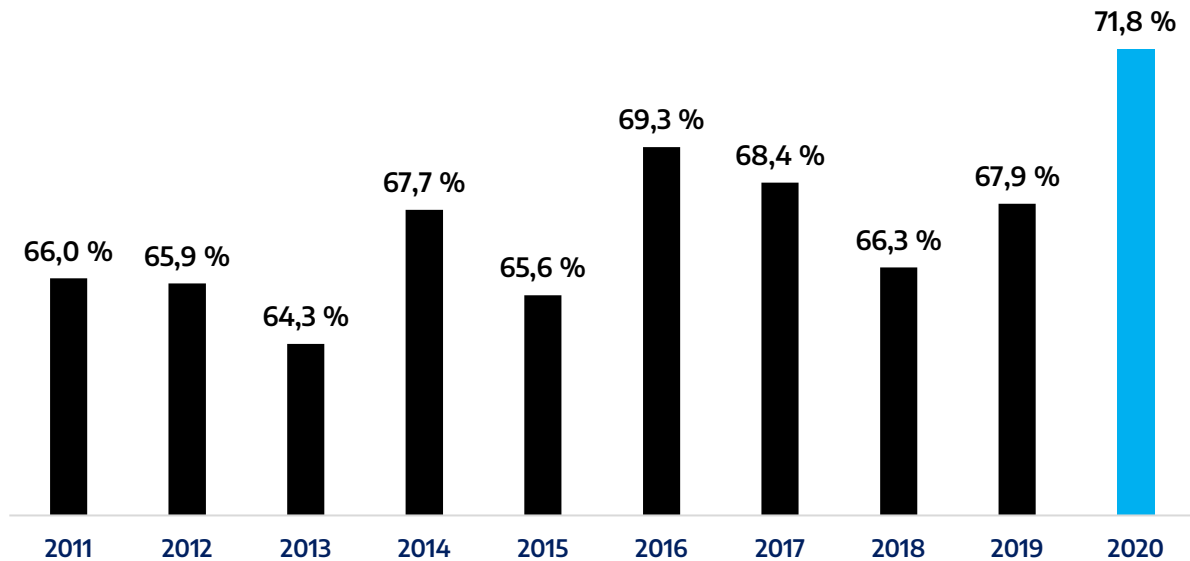
<sup>21</sup> En 2020, 42 % des 15-24 ans occupaient des emplois de l'industrie *Services d'hébergement et de restauration* au Québec, alors qu'ils représentaient 12,6 % des travailleurs au total. Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0023-01

incités à entreprendre ou poursuivre des études. Le taux d'inscriptions s'est, par ailleurs, accru dans les cégeps et les universités à l'automne 2020<sup>22, 23</sup>

### Graphique 17

#### Proportion des étudiants de 15 à 24 ans dans la population totale de 15 à 24 ans au Québec

(Données mensuelles non désaisonnalisées; en %; 15 à 24 ans; décembre de chaque année)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0021-01

<sup>22</sup> Fédération des cégeps, Hausse importante de la population étudiante des cégeps, août 2020, disponible [ici](#)

<sup>23</sup> Bureau de coopération interuniversitaire, Données préliminaires relatives aux inscriptions au trimestre d'automne 2020, octobre 2020, disponible [ici](#)



## 2.5. Hommes et femmes

### La situation des femmes légèrement moins favorable que celle des hommes

Après avoir été durement touchées lors de la première vague, la situation des femmes ressemble désormais davantage à celle observée chez les hommes. En effet, lorsqu'on observe l'ensemble des travailleurs, la situation des femmes est légèrement moins favorable que celle des hommes. Avec 64 800 emplois de moins en décembre 2020 qu'en décembre 2019, les femmes ont représenté 52,3 % des emplois perdus.

À ce chapitre, il y a toutefois quelques nuances à apporter :

- Quelque 46 800 femmes étaient sorties de la population active au terme de l'année 2020, alors que le phénomène a été beaucoup moins important chez les hommes (-9 500).
- L'emploi a reculé à la fois chez les hommes et les femmes en 2020, mais de façon un peu plus importante chez les femmes (-2,6 % contre -3,1 %).
- Combiné à une baisse plus importante de la population active chez les femmes, le taux de chômage des hommes a davantage grimpé que celui des femmes.

### Les jeunes hommes et les femmes de 55 ans et plus, plus affectés

C'est lorsqu'on segmente les données sur l'emploi par tranche d'âge (15-24, 25-54 et 55 ans et plus) que l'on réalise où se situent réellement les différences entre les hommes et les femmes.

- Chez les 15-24 ans, les jeunes hommes ont été bien plus fortement affectés par la crise sanitaire que les jeunes femmes. Dans les deux cas, la population active et le nombre d'emplois ont diminué, mais la variation négative a été plus importante du côté des hommes.
- Les jeunes hommes (15-24 ans) représentent, par ailleurs, le groupe le plus durement touché par la crise. Tout âge et genre confondus, ce sont eux qui ont subi le plus fort déclin du taux d'activité (-7,2 p.d.p) et du taux d'emploi (-9,7 p.d.p) au cours de 2020. Leur taux de chômage s'est, quant à lui, accru de 5,1 p.d.p pour atteindre 15,6 % en décembre 2020, le niveau le plus élevé de l'ensemble des groupes.
- Chez les jeunes femmes (15-24 ans), le taux de chômage a diminué, signe qu'elles sont sorties de la population active plutôt que de trouver un emploi ou demeurer en situation de chômage.
- Dans le groupe des 25-54 ans, les différences observables entre les genres sont plutôt minimales. La population active a un peu plus progressé du côté des hommes, ce qui a amené une hausse un peu plus importante de leur taux de chômage et du taux d'activité.
- Enfin, chez les travailleurs expérimentés, l'analyse révèle que la pandémie de la COVID-19 a nettement plus désavantagé les femmes que les hommes. Ainsi, le taux de chômage des femmes de

55 ans et plus a rattrapé celui des hommes au cours de la dernière année et leur taux d'activité a davantage reculé.

**Tableau 5**

**Marché du travail, hommes et femmes, selon l'âge**

(Données mensuelles désaisonnalisées; en nombre, % et points de pourcentage)

	<b>Hommes</b>			<b>Femmes</b>		
	<b>Décembre 2019</b>	<b>Décembre 2020</b>	<b>Variation (% et p.d.p.)</b>	<b>Décembre 2019</b>	<b>Décembre 2020</b>	<b>Variation (% et p.d.p.)</b>
<b>Ensemble des travailleurs (15 ans et plus)</b>						
Population active	2 400 200	2 390 700	<b>-0,4 %</b>	2 160 400	2 113 600	<b>-2,2 %</b>
Emploi	2 262 300	2 203 200	<b>-2,6 %</b>	2 061 600	1 996 800	<b>-3,1 %</b>
Taux de chômage	5,7 %	7,8 %	<b>2,1</b>	4,6 %	5,5 %	<b>0,9</b>
Taux d'activité	68,6 %	67,8 %	<b>-0,8</b>	61,2 %	59,5 %	<b>-1,7</b>
Taux d'emploi	64,6 %	62,4 %	<b>-2,2</b>	58,4 %	56,3 %	<b>-2,1</b>
<b>Les jeunes (15 à 24 ans)</b>						
Population active	334 600	299 700	<b>-10,4 %</b>	318 400	290 900	<b>-8,6 %</b>
Emploi	299 300	253 000	<b>-15,5 %</b>	295 500	274 100	<b>-7,2 %</b>
Taux de chômage	10,5 %	15,6 %	<b>5,1</b>	7,2 %	5,8 %	<b>-1,4</b>
Taux d'activité	71,3 %	64,1 %	<b>-7,2</b>	71,8 %	65,9 %	<b>-5,9</b>
Taux d'emploi	63,8 %	54,1 %	<b>-9,7</b>	66,6 %	62,1 %	<b>-4,5</b>
<b>Le principal groupe d'âge (25 à 54 ans)</b>						
Population active	1 511 200	1 530 400	<b>1,3 %</b>	1 404 000	1 416 200	<b>0,9 %</b>
Emploi	1 438 800	1 433 900	<b>-0,3 %</b>	1 348 900	1 348 200	<b>-0,1 %</b>
Taux de chômage	4,8 %	6,3 %	<b>1,5</b>	3,9 %	4,8 %	<b>0,9</b>
Taux d'activité	90,6 %	91,7 %	<b>1,1</b>	86,6 %	87,5 %	<b>0,9</b>
Taux d'emploi	86,2 %	86,0 %	<b>-0,2</b>	83,2 %	83,3 %	<b>0,1</b>
<b>Les travailleurs expérimentés (55 ans et plus)</b>						
Population active	554 500	560 600	<b>1,1 %</b>	438 000	406 500	<b>-7,2 %</b>
Emploi	524 200	516 300	<b>-1,5 %</b>	417 300	374 400	<b>-10,3 %</b>
Taux de chômage	5,5 %	7,9 %	<b>2,4</b>	4,7 %	7,9 %	<b>3,2</b>
Taux d'activité	40,7 %	40,3 %	<b>-0,4</b>	29,9 %	27,3 %	<b>-2,6</b>
Taux d'emploi	38,5 %	37,1 %	<b>-1,4</b>	28,5 %	25,1 %	<b>-3,4</b>

Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

## 2.6. Immigrants et personnes nées au Canada

Cette section présente une analyse des données de l'emploi chez les personnes immigrantes et compare leur situation à celle des personnes nées au Canada. Cette analyse porte plus spécifiquement sur les travailleurs les plus actifs, soit ceux appartenant au groupe des 24 à 54 ans.

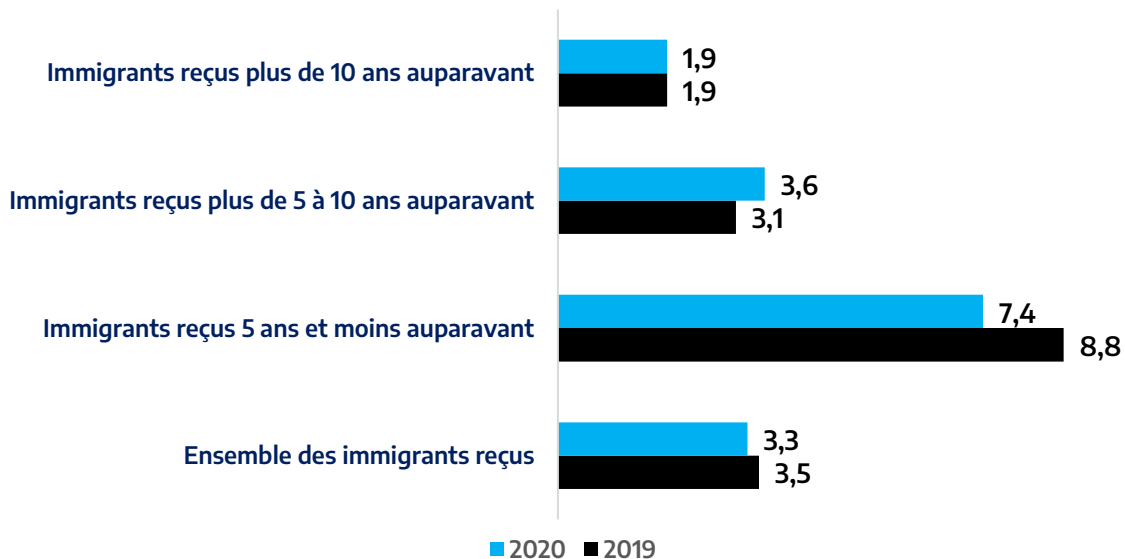
### L'emploi a repris chez les immigrants

En matière d'emploi, les immigrants ont été davantage affectés au cours des premiers mois de la crise sanitaire. C'est d'ailleurs le constat que l'IDQ avait fait en septembre 2020 dans son rapport *L'emploi et la COVID-19 : Analyse et propositions pour relancer le marché du travail*<sup>24</sup>. Or, la situation des immigrants s'est améliorée depuis le pic de chômage observé cet été. Ainsi, l'écart entre le taux de chômage des immigrants et celui des personnes natives du Canada est revenu au point où il était en décembre 2019. Une amélioration a même été observée chez les immigrants récents en fin d'année 2020<sup>25</sup>.

#### Graphique 18

#### Écart de taux de chômage entre immigrants et personnes nées au Canada, 25-54 ans au Québec

(Données mensuelles non désaisonnalisées; en points de pourcentage; moyennes mobiles 3 mois)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0082-01

<sup>24</sup> Tatiana Abboud et autres, *L'emploi et la COVID-19 : analyse et propositions pour relancer le marché du travail*, Institut du Québec, septembre 2020, disponible [ici](#).

<sup>25</sup> Toutefois, il importe de préciser que ces données sont exprimées en moyennes mobiles de trois mois, ce qui fait en sorte que la situation présentée dans ce bilan, représente la moyenne de l'automne 2020. La situation de chômage s'est toutefois détériorée chez les immigrants reçus depuis plus de 5 ans.

## Encadré 5 : Les minorités visibles

Depuis juillet 2020, l'*Enquête sur la population active* collecte de l'information sur l'emploi des minorités visibles<sup>26</sup> telles que définies dans la Loi sur l'équité en matière d'emploi soit « les personnes, autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche ».

Tableau 6

### Caractéristiques de la population active selon le statut de minorité visible au Québec

(Données mensuelles non désaisonnalisées; en %)

		<b>Septembre 2020</b>	<b>Octobre 2020</b>	<b>Novembre 2020</b>	<b>Décembre 2020</b>
<b>Taux de chômage</b>	Minorité visible	9,9 %	10,2 %	8,7 %	10,8 %
	Non minorité visible	5,8 %	6,1 %	6,2 %	5,5 %
<b>Taux d'emploi</b>	Minorité visible	67,8 %	69,4 %	68,5 %	65,6 %
	Non minorité visible	71,5 %	70,8 %	70,3 %	70,3 %
<b>Taux d'activité</b>	Minorité visible	75,2 %	77,3 %	75,0 %	73,6 %
	Non minorité visible	75,9 %	75,4 %	75,0 %	74,4 %

Source : Statistique Canada, indicateurs supplémentaires de l'*Enquête sur la population active*.

<sup>26</sup> Statistique Canada, *Guide de référence sur les minorités visibles et le groupe de population, Recensement de la population, 2016, 2017*, disponible [ici](#).

## 2.7. Régions du Québec

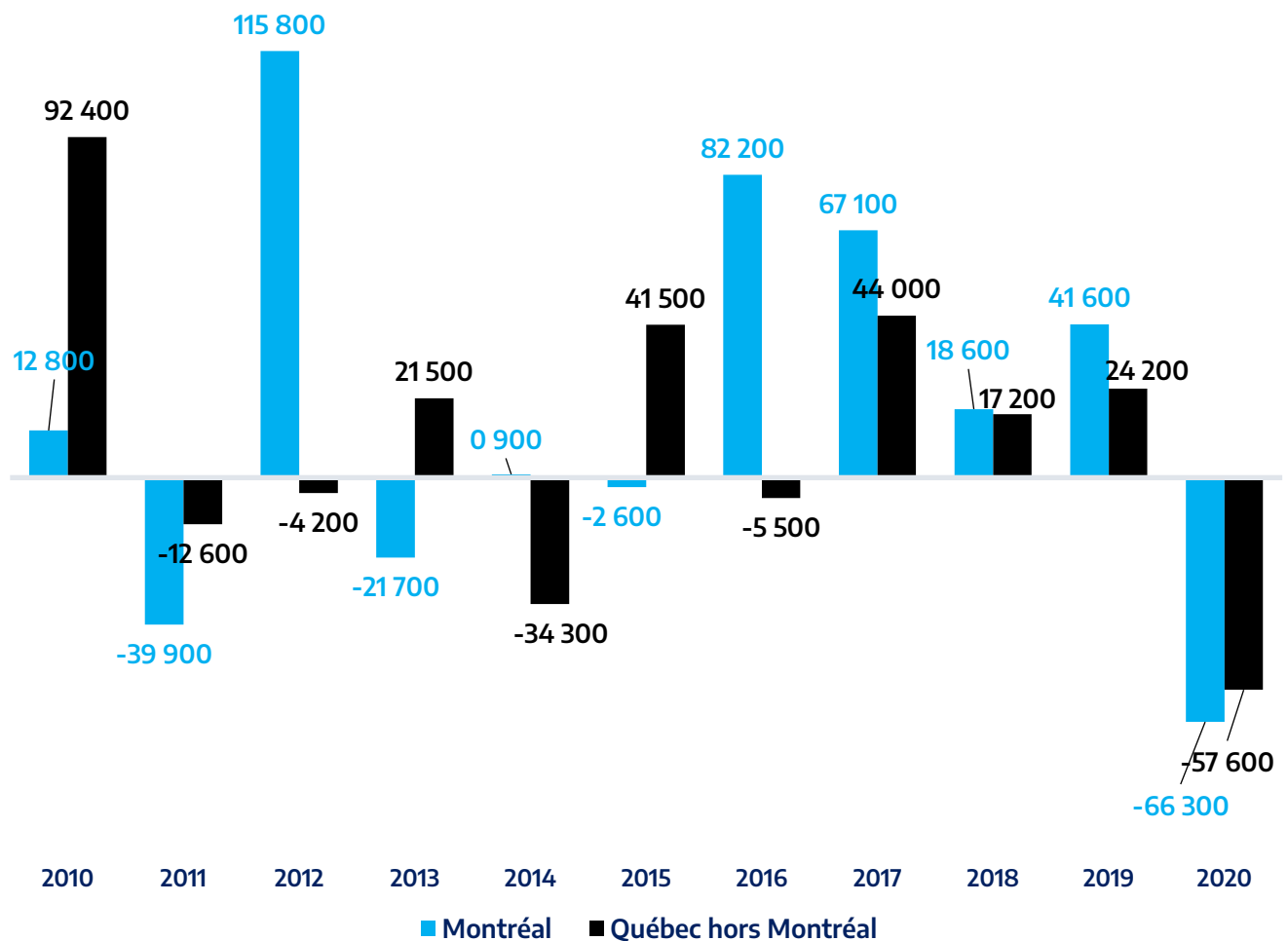
### Montréal perd des emplois

En 2020, l'emploi a régressé dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, tout comme dans le reste du Québec. Ce recul a ainsi mis fin à quatre années consécutives de création d'emplois dans la RMR de Montréal.

#### Graphique 19

#### Création/destruction nette d'emplois en décembre 2020 par rapport au niveau observé en décembre 2019 à Montréal et ailleurs au Québec

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; décembre à décembre)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0383-01 et 14-10-0287-01

## 2.8. Professions

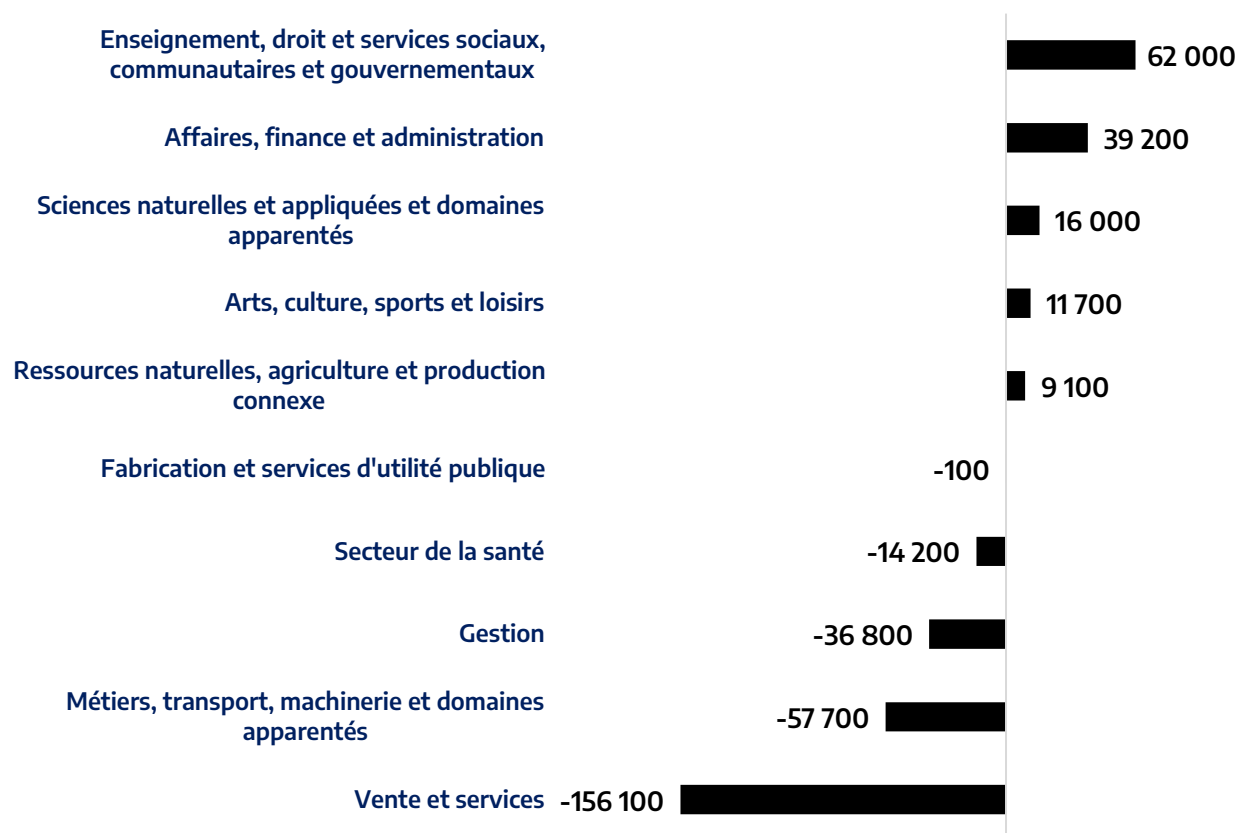
### Variation de l'emploi par profession : les ventes et services dans le rouge

En 2020, ce sont les professions liées aux ventes et services qui ont subi les pertes d'emplois les plus lourdes, et de loin (-156 100 emplois). Les deux autres catégories de professions qui ont perdu le plus d'emplois sont les métiers, transport, machinerie et domaines apparentés (-57 700) et gestion (-36 800). En revanche, deux groupes de professions ont réalisé des gains importants en termes d'emplois, soit Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux (+62 000) et Affaires, finance et administration (+39 200).

#### Graphique 20

#### Création/destruction nette d'emplois en décembre 2020 par rapport au niveau observé en décembre 2019 par groupe de profession

(Données mensuelles désaisonnalisées; 15 ans et plus; décembre à décembre)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0296-01

### Quelques professions gagnantes et d'autres perdantes

Pour connaître plus spécifiquement quelles professions ont été les grands gagnants ou perdants de cette pandémie au Québec, nous avons observé la variation du nombre d'emplois enregistrée entre décembre

2019 et décembre 2020. Sur les 40 professions<sup>27</sup> pour lesquelles des données sont disponibles, nous présentons ici les cinq qui ont réalisé le plus de gains d'emplois et les cinq qui en ont le plus perdu.

Parmi les faits marquants, cette analyse révèle que les travailleurs appartenant à la catégorie « Personnel de supervision en services et personnel de services spécialisés » –qui inclut notamment de nombreux employés des services alimentaires– ont été les plus lourdement touchés par la pandémie. Ces travailleurs ont perdu près du tiers de leurs emplois (51 000) au cours de la dernière année. En y ajoutant les représentants/représentantes de services et autre personnel de services à la clientèle et personnalisés, on constate que ce sont près de 100 000 emplois (32,4 % des pertes d'emplois totales) qui ont été perdus dans deux professions seulement. En matière de création d'emplois, les services d'enseignement (+38 600) et le personnel professionnel en gestion des affaires et en finance (+25 500) sont les deux professions qui ont enregistré le plus de gains en 2020.

**Tableau 7**

**Création/destruction nette d'emplois en décembre 2020 par rapport au niveau observé en décembre 2019, professions ayant enregistré les plus grandes variations**

(Données mensuelles non désaisonnalisées; en nombre et %; 15 ans et plus; décembre à décembre)

	<b>En niveau</b>	<b>En %</b>
<b>Gains d'emplois</b>		
Personnel professionnel en services d'enseignement	+38 600	+19,9 %
Personnel professionnel en gestion des affaires et en finance	+25 500	+16,1 %
Personnel technique assimilé aux sciences naturelles et appliquées	+14 200	+9,8 %
Personnel de supervision du travail administratif et financier et personnel administratif	+11 500	+4,0 %
Personnel de coordination de la distribution, du suivi et des horaires	+11 100	+15,8 %
<b>Pertes d'emplois</b>		
Personnel de supervision en services et personnel de services spécialisés	- 50 500	-32,4 %
Représentants/représentantes de services et autre personnel de services à la clientèle et personnalisés	-46 400	-25,2 %
Personnel des métiers de l'électricité, de la construction et des industries	-39 800	-18,0 %
Cadres intermédiaires des métiers, des transports, de la production et des services d'utilité publique	-22 600	-19,3 %
Personnel de supervision des ventes au détail et personnel des ventes spécialisées	-21 500	-14,9 %

Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0296-01

<sup>27</sup> Classification nationale des professions (CNP) 2016 version 1.0, disponible [ici](#).

## Variation de l'emploi par niveau de compétence : le nombre de travailleurs hautement qualifiés augmente

Analyser le marché du travail sous l'angle des professions a permis de corroborer certains constats qui avaient déjà émergé dans notre analyse par industrie, présentée dans une section précédente. Ainsi, les pertes d'emplois survenues en 2020 se sont plus fortement concentrées dans un nombre restreint de professions. En corrélation, ces emplois se trouvent dans les industries plus particulièrement affectées par la pandémie.

Afin de déterminer si le niveau de scolarité a pu défavoriser ou favoriser certains travailleurs au cours de cette crise sanitaire, nous les avons segmentés par niveau de compétences, de A à D (voir encadré 6).

### Encadré 6 : Classification des professions

Les données sur les professions sont structurées dans la Classification nationale des professions (CNP) selon 10 genres<sup>28</sup>, cinq niveaux<sup>29</sup> de compétences ainsi que d'autres caractéristiques pour un total de 500 groupes de base de professions.

Les niveaux de compétences rendent compte de quatre cheminements généralement reconnus sur le plan de la scolarité en vue d'accéder à un emploi. Cependant, le niveau de scolarité et l'expérience des titulaires des postes peuvent ne pas correspondre exactement au niveau décrit. Il se peut que les titulaires soient surqualifiés pour le poste qu'ils occupent ou qu'ils travaillent dans des professions dont les exigences ont changé après l'embauche.

Statistique Canada publie des données mensuelles pour chacun des 10 genres de professions ainsi que 40 groupements de professions détaillées. Emploi-Québec réalise un état d'équilibre de la main-d'œuvre pour les 500 groupes de base de professions.

Niveau de compétences	Critère
A	Diplôme universitaire
B	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ De deux à trois ans d'études postsecondaires dans un collège communautaire, un institut technologique ou un cégep ou</li><li>▪ De deux à cinq ans de formation en apprentissage, ou</li><li>▪ De trois à quatre ans d'études secondaires et plus de deux ans de formation en cours d'emploi, de cours de formation propres à une profession ou d'expérience de travail particulière.</li></ul>
C	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Diplôme d'études secondaires et cours de courte durée ou formation propre à la profession, ou</li><li>▪ Études secondaires partielles et jusqu'à deux ans de formation en cours d'emploi, de cours de formation ou d'expérience de travail particulière.</li></ul>
D	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Courte formation pratique ou formation en cours d'emploi, ou</li><li>▪ Aucune exigence d'études formelles.</li></ul>

Source : Statistique Canada, Introduction à la Classification nationale des professions (CNP) 2016 version 1.3

<sup>28</sup> 0-Gestion; 1-affaires, finance et administration; 2-Sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés; 3-secteur de la santé; 4-enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux; 5-arts, culture, sports et loisirs; 6-vente et services; 7-métiers, transport, machinerie et domaines apparentés; 8-ressources naturelles, agriculture et production connexe; 9-fabrication et services d'utilité publique

<sup>29</sup> A-Diplôme universitaire; B- Cégep ou apprentissage; C-Études secondaires et courte formation professionnelle; D-Aucune exigence d'études formelles



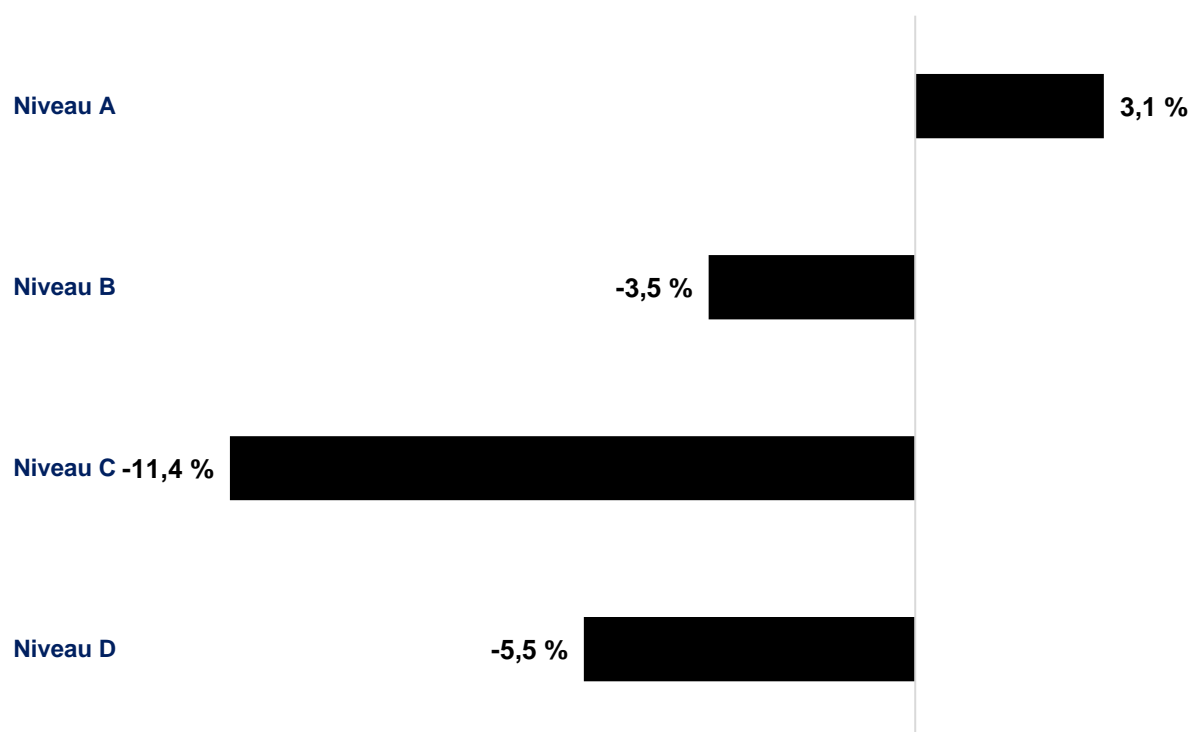
Cet exercice a conduit à un constat fort intéressant : seuls les détenteurs d'un diplôme universitaire qui occupent des professions dont le niveau de scolarisation exigé est assez élevé (niveau A), ont réalisé des gains d'emplois en 2020 au Québec. En effet, l'emploi total dans cette catégorie s'est accru de 3,1 % par rapport à décembre 2019.

À l'opposé, les professions qui ont été le plus affectées par des pertes d'emplois sont celles qui requièrent des études secondaires partielles ou complétées (niveau B). Dans cette catégorie, l'emploi a reculé de 11,4 % sur un an. À ce chapitre, notons qu'il s'agit généralement du type d'emplois offerts dans les secteurs qui ont le plus souffert de la crise sanitaire, notamment celui de l'hébergement et de la restauration.

### Graphique 21

#### Variation de l'emploi par niveau de compétence en décembre 2020 par rapport à décembre 2019 au Québec

(Données mensuelles non désaisonnalisées; en %; 15 ans et plus)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0296-01

## 3. LES ENJEUX PRÉPANDÉMIQUES DÉJÀ DE RETOUR

### 3.1. Un marché du travail encore serré

À pareille date l'an dernier, l'Institut du Québec faisait état du resserrement du marché du travail dans son *Bilan 2019 de l'emploi au Québec*. Malgré la pandémie qui sévit et qui a entraîné dans son sillage des milliers de pertes d'emplois, le phénomène de pénurie de main-d'œuvre semble toujours demeurer une réalité au Québec.

#### Encore un nombre important de postes vacants

Le ratio chômeurs-postes vacants s'avère un bon indicateur pour évaluer le resserrement du marché du travail. Plus spécifiquement, il sert à déterminer quel est le bassin potentiel de main-d'œuvre disponible pour pourvoir les postes vacants<sup>30</sup>. Lorsque le ratio est inférieur à un, il indique qu'il y a davantage d'emplois à pourvoir que de personnes sans emploi. Plus le ratio est faible, moins il y a de chômeurs disponibles pour combler chaque poste vacant et, par conséquent, plus le marché du travail se resserre.

#### Encadré 7 : Précisions sur *l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS)*

L'analyse des postes vacants est basée sur l'*Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS)* réalisée par Statistique Canada. Les données démographiques présentées dans cette section proviennent de l'Institut de la statistique du Québec et de Statistique Canada.

Depuis février 2015, l'EPVS produit des estimations trimestrielles du nombre de postes vacants et de leur répartition par industrie, par profession et par région économique.

En raison de la crise de la COVID-19, l'enquête a été suspendue au cours des deuxième et troisième trimestres de l'année 2020. Ces données ne seront donc jamais disponibles. L'enquête a repris à l'automne 2020, des collectes de données mensuelles ont été réalisées en octobre 2020, novembre 2020 ainsi que pour le quatrième trimestre de 2020. Les résultats de cette enquête devraient être publiés en mars 2021.

Par ailleurs, Statistique Canada a annoncé avoir modifié sa méthodologie afin de pouvoir publier des estimations de postes vacants tant sur une base mensuelle que trimestrielle. Les résultats qui en découlent permettront d'effectuer

<sup>30</sup> Conseil de l'information sur le marché du travail, Postes vacants, disponible [ici](#).

des suivis plus fréquents de l'évolution des postes vacants, mais de manière moins détaillée puisque les données seront désormais uniquement disponibles par province et par industrie (pour l'ensemble du pays).

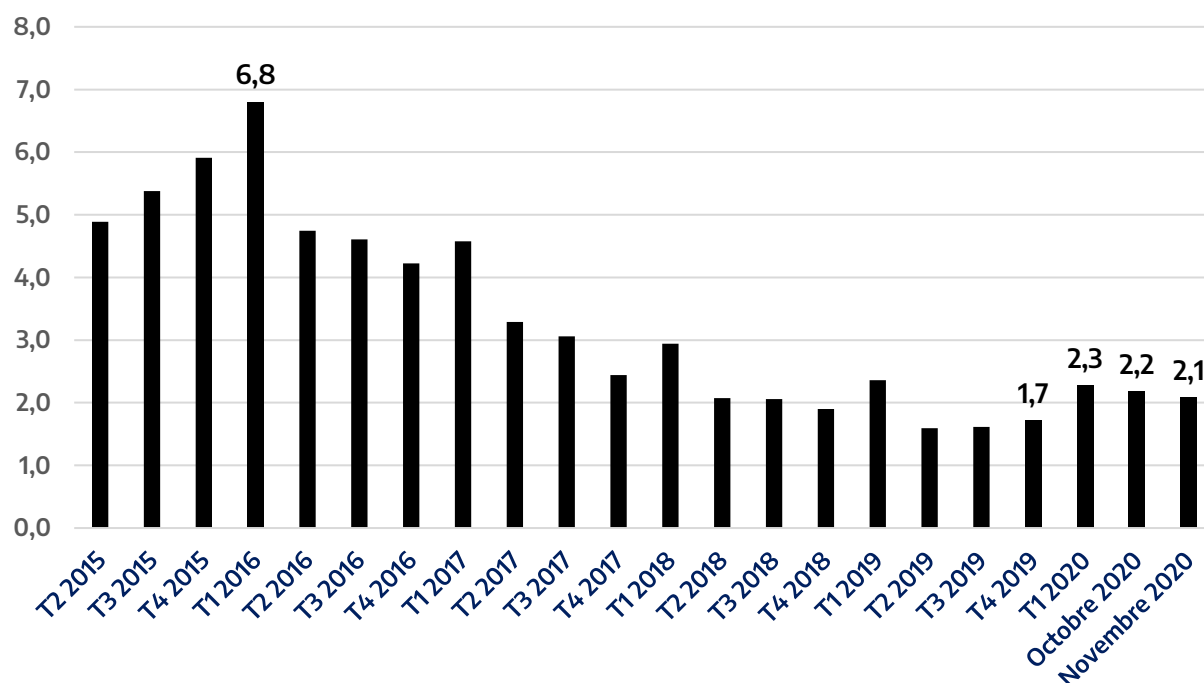
D'autres sources permettent de suivre l'évolution des postes vacants. Notamment, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante qui produit des estimations de postes vacants des entreprises qu'elle représente (leurs plus récentes données datent du 2<sup>e</sup> trimestre de 2020). Jusqu'en novembre 2019, l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* de Statistique Canada collectait également de l'information sur les postes vacants avant d'être suspendue.

Au cours de la majeure partie de 2019, le ratio chômeurs-postes vacants a oscillé entre 1,6 et 1,7 au Québec, pour grimper à 2,3 lors du premier trimestre de 2020, et finalement descendre respectivement à 2,2 et 2,1, en octobre et novembre 2020. Actuellement, la situation du marché du travail s'apparente davantage à celle observée au cours des dernières années qu'à celle qui prévalait avant 2017 où l'on pouvait observer des ratios chômeurs-postes vacants bien supérieurs, atteignant même une pointe à 6,8 au premier trimestre de 2016.

## Graphique 22

### Ratio de chômeurs par poste vacant au Québec

(Données trimestrielles et mensuelles non désaisonnalisées)



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01;14-10-0325-01 et 14-10-0371-01

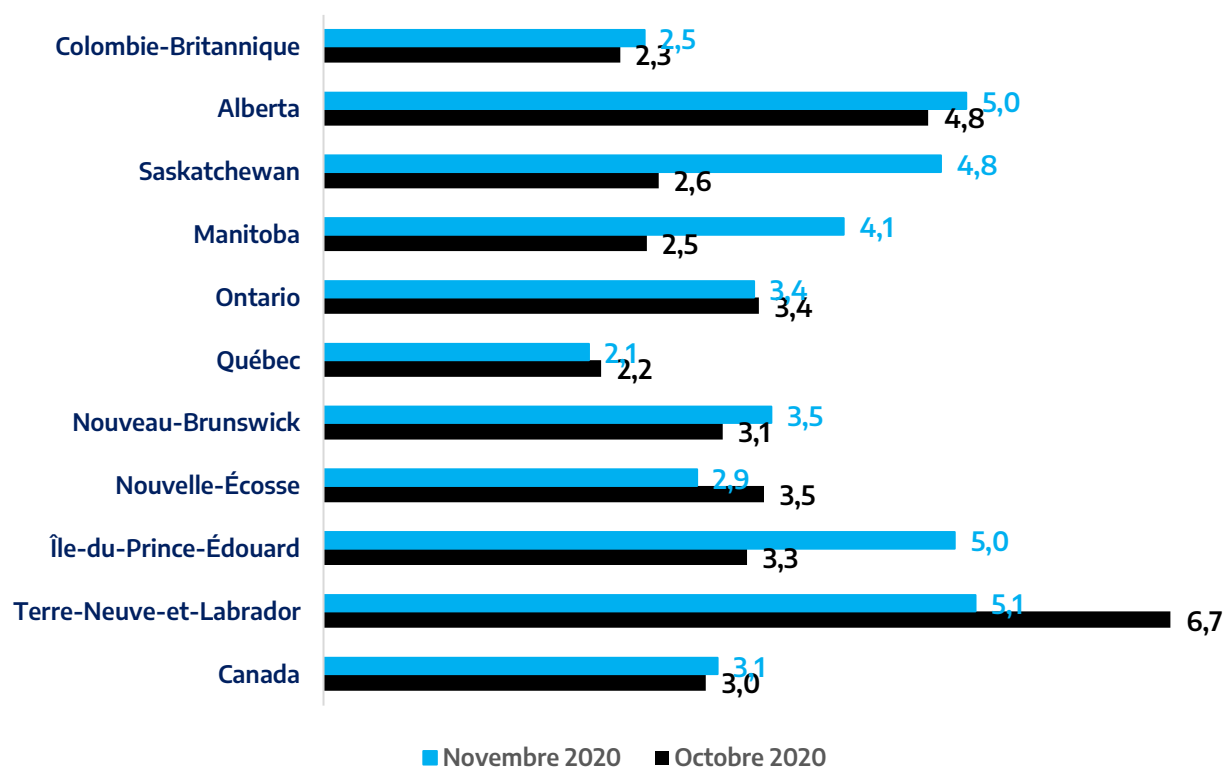
## Le Québec se démarque du reste du Canada

C'est lorsqu'on compare le ratio chômeurs-postes vacants du Québec à celui du Canada dans son ensemble que les différences sont marquées. Cette analyse révèle que le Québec affiche le ratio le plus faible à l'échelle du pays, près de deux et trois fois moindre que ceux de l'Ontario et de l'Alberta respectivement. Autrement dit, toute proportion gardée, l'Ontario et l'Alberta auraient accès à une quantité plus importante de main-d'œuvre disponible que le Québec.

### Graphique 23

#### Ratio de chômeurs par poste vacant dans les provinces canadiennes et au Canada

(Données mensuelles non désaisonnalisées)



Sources : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01 et 14-10-0371-01

C'est d'ailleurs parce que l'offre de main-d'œuvre continue d'être peu abondante au Québec que le marché du travail est demeuré vigoureux malgré la pandémie. À ce chapitre, on remarque que le ratio chômeurs-postes vacants chez les 25-54 ans est pratiquement demeuré au même niveau (+0,6 % ou +20 000 individus) d'il y a cinq ans au Québec, alors qu'il est 4 % plus élevé en Ontario (+227 000 individus). À l'échelle canadienne, l'augmentation se situe à 2,5 % pour la même période. En cette période de crise, cet écart favorise néanmoins le Québec en raison du taux d'activité élevé observé dans cette même population. Le taux d'activité au Québec s'avère même le plus élevé au pays (89,7 % en décembre 2020, contre 86,2 % en Ontario et 87,9 % en Colombie-Britannique).

## 3.2. Vieillesse de la population

Le vieillissement de la population québécoise constitue la raison fondamentale qui explique les problèmes de rareté de main-d'œuvre sur le marché du travail québécois. L'IDQ a, maintes fois, documenté par le passé cet enjeu important pour l'économie du Québec. La pandémie n'aura pas évacué cette tendance de fond et ce, malgré un taux de chômage plus important actuellement que par le passé.

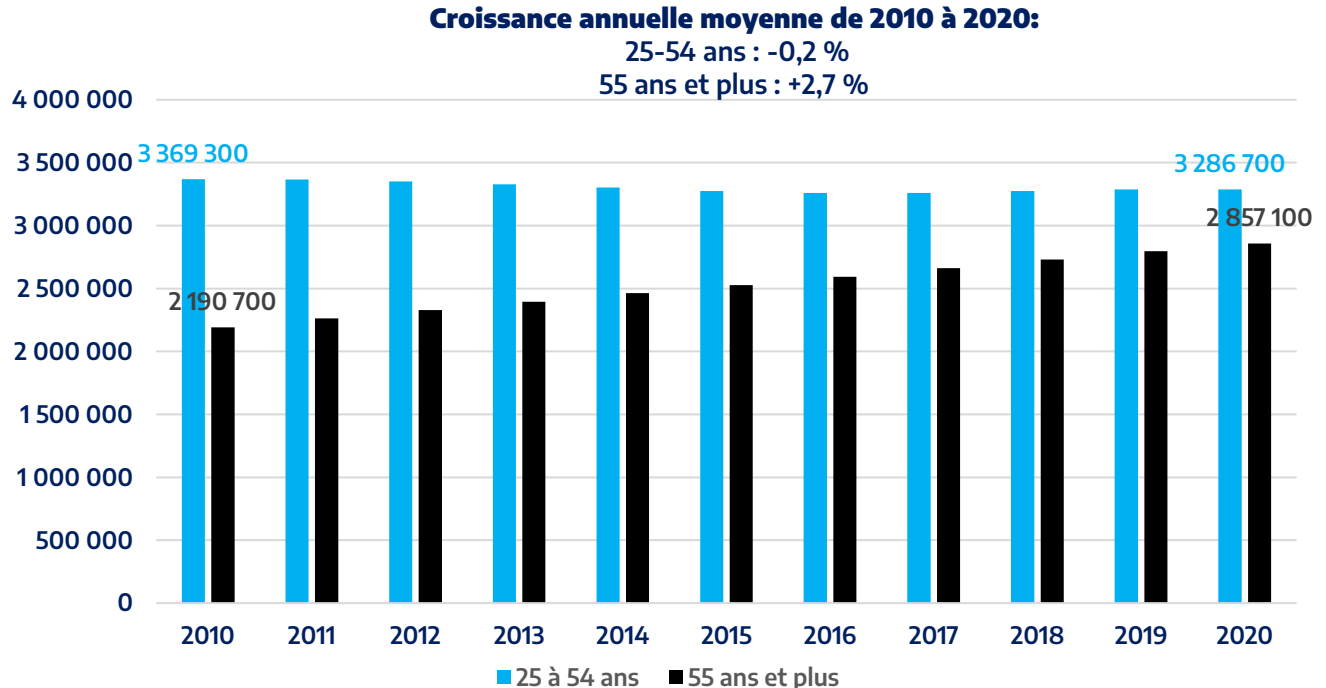
### Le bassin de main-d'œuvre se rétrécit

Cette situation est principalement attribuable au fait que le bassin de main-d'œuvre potentielle ne s'est pas élargi au cours des dernières années. Loin de là. Le nombre de Québécois de 25-54 ans, –qui représentent les deux tiers des personnes sur le marché de l'emploi–, a même légèrement diminué au cours des dix dernières années. Au cours de cette même période, le groupe des 55 ans et plus s'est, quant à lui, bonifié d'en moyenne 2,7 % par an, ce qui met inévitablement de la pression sur les services offerts à la population. Comme la population de 55 ans et plus participe moins au marché du travail que les 25-54 ans, voir son nombre s'accroître soulève des enjeux particuliers pour le marché du travail et la société. Une situation qui demeure tout aussi problématique malgré la crise actuelle.

#### Graphique 24

#### Population de 25-54 ans et 55+ ans au Québec

(Données annuelles)



Source : Statistique Canada, Tableau: 14-10-0327-01

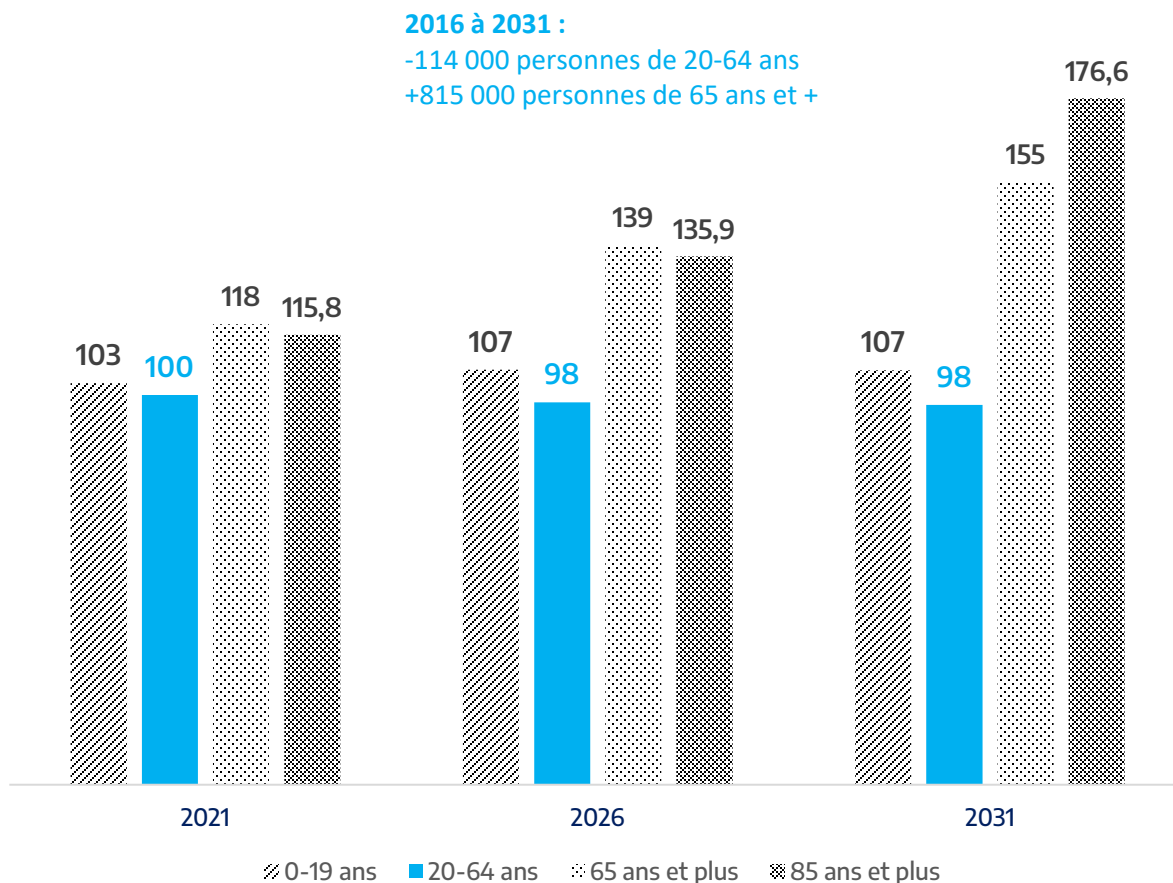
## Un déclin qui s'échelonnera au moins jusqu'en 2030

De plus, selon les prévisions de l'Institut de la statistique du Québec, ce déclin du groupe d'âge le plus enclin à travailler, soit les 20-64 ans, persisterait au moins jusqu'en 2030.

### Graphique 25

#### Population projetée aux cinq ans selon le groupe d'âge

(Données annuelles; scénario de référence de l'Institut de la statistique du Québec, juillet 2019; 2016=100)



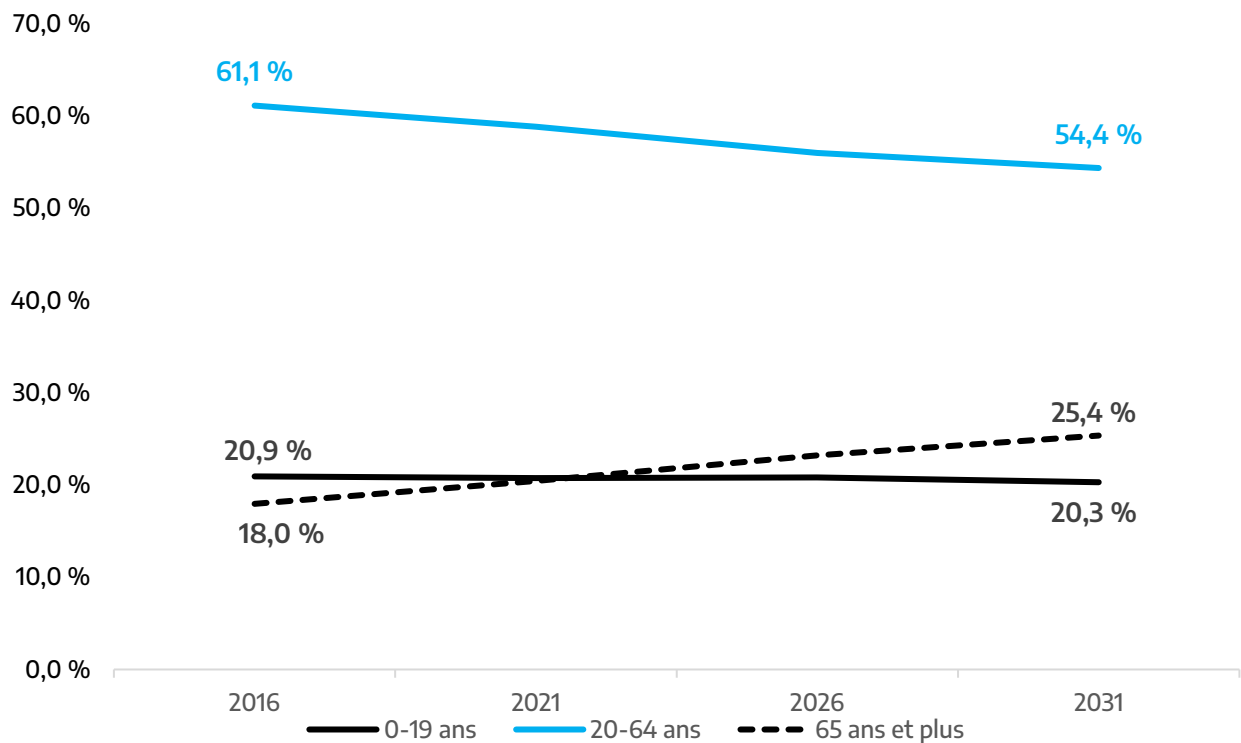
Source : Institut de la statistique du Québec, Perspectives démographiques du Québec et de régions, 2016-2066.

Ainsi, la répartition par groupe d'âge au Québec va considérablement changer au cours des 10 prochaines années. Les personnes de 20-64 ans, qui représentaient jusqu'alors plus 60 % de la population québécoise, ne vont bientôt qu'en constituer 50 %. En revanche, le nombre de Québécois âgés de 65 ans et plus va s'accroître significativement, passant de 18 % de la population en 2016 à 25 % en 2031.

## Graphique 26

### Répartition de la population québécoise selon le groupe d'âge

(Données annuelles; en %)



Source : Institut de la statistique du Québec, Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2016-2066.

Ainsi, si la tendance se maintient, tout porte donc à croire que les enjeux de main-d'œuvre vont perdurer au Québec et par conséquent, perturber le marché de l'emploi pendant encore plusieurs années.

### 3.3. Adoption du télétravail

Dès le 11 mars 2020, le gouvernement du Québec a incité les entreprises et les travailleurs québécois à adopter le télétravail lorsqu'il était possible de le faire<sup>31</sup>. Depuis, cette pratique a été largement adoptée et des questions se posent même aujourd'hui quant à son impact à long terme sur le marché du travail, sur l'économie et sur la société en général. En décembre 2020, le télétravail est même devenu obligatoire pour tous les employés québécois qui n'avaient pas à se présenter sur leur lieu de travail pour effectuer des tâches jugées prioritaires.

Les données disponibles sur le télétravail sont parcellaires, et c'est seulement depuis l'avènement de la pandémie que des questions<sup>32</sup> ont été ajoutées à l'*Enquête sur la population active* pour suivre de manière systématique cette pratique.

#### Avant la pandémie : une minorité de travailleurs en télétravail

Selon le Recensement de la population effectué en 2016, seulement 6,7 % des Québécois travaillaient à la même adresse que celle de leur domicile. Les données de l'*Enquête sociale générale* de 2016 indiquent, quant à elles, qu'au Canada, 13,8 % des employés ont déclaré avoir travaillé l'ensemble de leurs heures, ou une partie de celles-ci, à partir de leur domicile dans le cadre de leur horaire de travail normal en 2015-2016. Par ailleurs, les données les plus récentes émanant de l'*Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet* laissent entendre qu'en 2018, parmi la grande majorité de travailleurs qui ont utilisé Internet, 22,9 % avaient fait du télétravail au moins une fois au cours des 12 derniers mois<sup>33</sup>.

#### Pendant la pandémie : près de la moitié des Canadiens en télétravail

Les nouvelles données collectées au sein de l'*Enquête sur la population active* permettent, pour leur part, de suivre de mois en mois l'évolution du télétravail. Toutefois, elles ne portent que sur le Canada dans son ensemble, n'offrant ainsi aucune segmentation par province.

---

<sup>31</sup> Institut national de santé publique, Ensemble des événements et mesures liés à la COVID-19 en ordre chronologique, disponible [ici](#)

<sup>32</sup> Trois questions permettent de déterminer le lieu de travail (travail à l'extérieur du domicile à un endroit fixe; travail à l'extérieur du domicile sans adresse de travail fixe; travail à domicile)

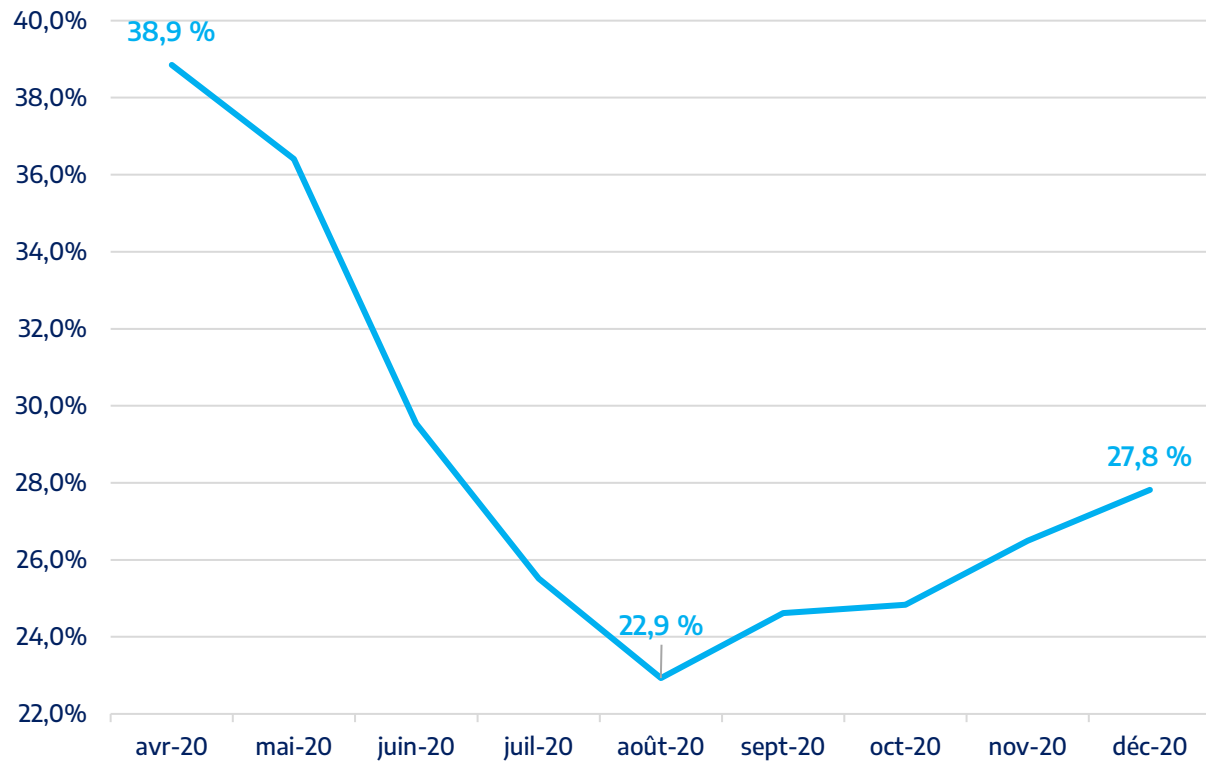
<sup>33</sup> Statistique Canada, *Enquête sur la population active, mars 2020, Le Quotidien*, disponible [ici](#)



### Graphique 27

#### Part des Canadiens travaillant à partir de leur domicile parmi les travailleurs ayant travaillé au moins la moitié de leurs heures habituelles

(Données mensuelles)



Source : Statistique Canada, compilation de l'IDQ

De plus, l'*Enquête sur la technologie numérique et l'utilisation d'Internet* a également été modifiée pour collecter de l'information sur le télétravail, cette fois-ci, auprès des employeurs. Ce sondage révèle qu'en août 2020, 27,1 % des employeurs québécois avaient indiqué que l'ensemble de leurs employés travaillaient à domicile<sup>34</sup>.

<sup>34</sup> Statistique Canada, tableau 33-10-0274-01, disponible [ici](#).

## 4. ANALYSE ET CONCLUSION

L'avènement de la pandémie de la COVID-19 et les restrictions sanitaires qu'elle a entraînées ont indéniablement bouleversé l'économie et le marché du travail québécois. Malgré l'amplitude du choc encaissé au printemps 2020, le Québec montre toutefois des signes de résilience certains. À la fin de l'année 2020, le portrait de la situation s'avérait bien moins négatif qu'anticipé et surtout, il ressemblait à bien des égards à ce qu'on observait il y a peine quelques années. En effet, la crise est venue interrompre une embellie au cours de laquelle, croissance économique et vieillissement de la population, ont engendré des taux de chômage historiquement faibles et des taux d'emploi records.

Mais ce portrait global cache toutefois des inégalités frappantes, la crise a immanquablement fait à la fois des gagnants et des perdants. Certains Québécois ont beaucoup perdu cette année. Notamment ceux qui œuvrent dans les secteurs qui ne peuvent opérer normalement sous les restrictions sanitaires et dont la reprise complète des activités se fait toujours attendre. Pour d'autres, c'est la crainte de la déstructuration du secteur qui inquiète. Ainsi, de nombreux travailleurs ont été mis à pied et peinent à trouver de nouvelles opportunités. À l'inverse, les travailleurs hautement qualifiés issus du groupe d'âge le plus actif (25-54 ans) et les hommes s'en sortent plutôt bien.

Malgré les pertes d'emplois, la demande en travailleurs demeure élevée et les freins à la croissance démographique causés par le vieillissement de la population sont toujours d'actualité. Aujourd'hui, tout comme lorsque la pandémie sera maîtrisée, le Québec doit pouvoir compter sur la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée pour assurer sa relance.

Par ailleurs, la pandémie a transformé le monde du travail probablement à long terme. Le travail à domicile recommandé en début de crise sanitaire, puis imposé par la suite, a connu une forte progression. Cette pratique qui s'inscrit dans le virage numérique déjà bien amorcé nécessitera de nouvelles compétences technologiques. Plus que jamais, pénuries de main-d'œuvre, déficits de compétences et chômage coexistent sur le marché du travail québécois.

Alors que s'amorce une deuxième année sous le signe de la pandémie, il faudra plus que jamais suivre de près l'évolution du marché du travail et particulièrement la situation des travailleurs fragilisés par cette crise afin de concevoir des politiques et des programmes mieux adaptés et plus ciblés.

Voici les groupes dont il faudra davantage se préoccuper et suivre plus attentivement l'évolution : les chômeurs de longue durée car plus la durée du chômage s'étire, plus leur réintégration sera difficile. Les jeunes, particulièrement les jeunes hommes, qui représentent le groupe le plus durement touché par la crise. Leur taux d'activité et leur taux d'emploi ont connu la pire régression et leur taux de chômage s'avère le plus élevé parmi les groupes d'âge. La situation particulière des travailleuses de 55 ans et plus doit aussi être suivie de près. L'impact de la pandémie sur la prise en charge des responsabilités familiales et les opportunités d'avancement professionnel ratées sont autant de phénomènes que l'on se doit de documenter rapidement au Québec. La situation d'emploi des personnes immigrantes, et plus particulièrement, celle des immigrants récents est volatile, bien qu'elle se soit améliorée en fin d'année 2020. Si la pandémie ne semble pas avoir accentué l'écart entre les travailleurs nés au Canada et les

immigrants, il conviendra de suivre de près cette évolution. Par ailleurs, les nouvelles données de l'*Enquête sur la population active* sur les minorités visibles offriront de nouvelles possibilités pour analyser plus finement les inégalités rencontrées à ce chapitre sur le marché du travail.

Finalement, les enjeux de rareté de main-d'œuvre sectorielle et régionale, qui cohabitent avec les pertes d'emplois et la hausse du chômage, rendent encore plus important le suivi serré des postes vacants. Il faudra garder à l'œil cet indicateur clé de la demande de main-d'œuvre. Malgré la pandémie, le nombre de postes vacants demeure élevé au Québec. Les nouvelles données mensuelles de l'*Enquête sur les postes vacants et les salaires* permettra de suivre de près cette évolution.

En raison de la situation exceptionnelle que connaît le marché du travail actuel, et dans une perspective de relance économique juste et inclusive, le principe général qui devrait guider les politiques publiques est le maintien et l'accélération de mesures visant à assurer à l'économie du Québec un accès à une main-d'œuvre qualifiée en quantité suffisante pour réussir sa relance économique tout en s'assurant d'appuyer de manière ciblée les groupes les plus vulnérables.